

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2778

7 octobre 2014

### SOMMAIRE

Ares Capital Europe II Holdings S.à r.l. . . . .	133307	Hermanus Bay S.A. . . . .	133308
BR Pope Parallel S.à r.l. . . . .	133310	Highland Europe Technology Growth SPV . . . . .	133302
C2 Lux S.à r.l. . . . .	133305	Hoche Partners Trust Services S.A. . . . .	133303
Cellgate S.à r.l. . . . .	133304	HR Access Solutions Luxembourg S.à r.l. . . . .	133298
Cyclope Investissements . . . . .	133305	Ibfin Finance S.A. . . . .	133298
Degroof PE Fund . . . . .	133313	Ibfin Finance S.A. . . . .	133303
Development Venture III S.C.A. . . . .	133319	IEC Europe S.à r.l. . . . .	133310
E-Carat SA . . . . .	133300	InVino S.A. . . . .	133310
Euro Freight Car Finance S.A. . . . .	133302	IT Immo s.à r.l. . . . .	133307
Financière Hamptons S.A. . . . .	133301	KEP VI (Timber) S.à r.l. . . . .	133318
Financière Hamptons S.A. . . . .	133302	«Lam Investments S.à r.l.» . . . . .	133325
Frankfurt I Hotel S.à r.l. . . . .	133301	Léiren et Savoir . . . . .	133343
FREIF Wind Holdings S.à r.l. . . . .	133310	NP Holdings S.à r.l. . . . .	133332
Gavento S.A., SPF . . . . .	133298	Office Freylinger S.A. . . . .	133306
Gavina S.A. . . . .	133298	Ortho-Clinical Diagnostics S.A. . . . .	133306
GECO . . . . .	133299	Peterson Ampersand S.à r.l. . . . .	133306
Gego S.à r.l. . . . .	133309	Playmedia S.à r.l. . . . .	133305
Générale Sols S.à r.l. . . . .	133299	QCP GCO Investments II S.à r.l. . . . .	133311
General Mills Luxembourg One S.à r.l. . . . .	133308	RCM Lux I S.à r.l. . . . .	133342
General Mills Luxembourg S.à r.l. . . . .	133309	SkyBond I SA . . . . .	133340
Gennx Salford Luxembourg Holdings S.à r.l. . . . .	133301	Stoll Group . . . . .	133314
Globe Luxembourg SCA . . . . .	133309	Stoll Group S.A. . . . .	133314
GNBL S. à r.l. . . . .	133301	Sustainable Assets No. 1 . . . . .	133341
Hairstudio Godart Gilbert, s.à r.l. . . . .	133298	TD Participations . . . . .	133304
Hairstudio Godart Gilbert, s.à r.l. . . . .	133308	Tech-Space . . . . .	133304
Hairstudio Godart Gilbert, s.à r.l. . . . .	133302	Trilux Invest S.A. . . . .	133300
Hairstudio Godart Gilbert, s.à r.l. . . . .	133305	Troll Invest S.C.I. . . . .	133300
Hanota S.A. - SPF . . . . .	133324	TS Nautilus Holdings S.à r.l. . . . .	133304
Heerendam S.A./N.V . . . . .	133299	Velo Investissement S.à r.l. . . . .	133303
He Ping S.à r.l. . . . .	133308		
Herblux . . . . .	133299		

**Hairstudio Godart Gilbert, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3850 Schifflange, 17-19, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 110.457.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014121451/9.

(140139923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Gavento S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 129.443.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/08/2014.

Signature.

Référence de publication: 2014121410/10.

(140139405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Gavina S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 49.683.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014121411/10.

(140138912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Ibfin Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 85.095.

Les bilan, compte pertes et profits et annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014121471/12.

(140140110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**HR Access Solutions Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 145.170.

*Extrait du Procès-Verbal de la décision de l'Associé Unique du 26 juin 2014*

L'Associé Unique prend acte de et accepte la démission de Monsieur Pascal LEROY de son poste de gérant en date du 30 avril 2014 et décide de nommer en remplacement Monsieur Vincent PARIS, demeurant 247 Carraire des Lecques, F-83270 Saint Cyr sur Mer pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014122811/13.

(140141203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**GECO, Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 8, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 111.384.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Echternach, le 1<sup>er</sup> août 2014.  
Référence de publication: 2014121413/10.  
(140139869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

---

**Générale Sols S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1453 Luxembourg, 33, route d'Echternach.  
R.C.S. Luxembourg B 55.752.

VERSION CORRIGEE DU DEPOT INITIAL AU RCS (L140135900)

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014121415/10.  
(140140112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

---

**Herblux, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 185.856.

EXTRAIT

Changement de domicile du gérant technique  
- Monsieur Antonello FRESU  
Réside désormais au 28 rue d'Olingen, L-6914 Roodt-sur-Syre  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014121461/12.  
(140138808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

---

**Heerendam S.A./N.V., Société Anonyme.**

Siège de direction effectif: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 159.296.

*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenue en date du 19 mai 2014.*

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 19 mai 2014 que:

- Le siège social de la société est transféré du 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2014.
- Les administrateurs M. Claude ZIMMER, M. Hendrik H.J. KEMMERLING et M. Rob SONNENSCHNEIN sont domiciliés professionnellement au 50, rue Charles Martel, 1<sup>er</sup> étage L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2014.
- L'administrateur LuxGlobal Management S.à r.l., société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B159.893 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2014. Représentant permanent M. Hendrik H.J. KEMMERLING domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel, 1<sup>er</sup> étage L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2014.
- De nommer comme Président du Conseil d'Administration Monsieur Claude ZIMMER, Président et administrateur, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement 50, rue Charles Martel 1<sup>er</sup> étage, L-2134 Luxembourg.

Extrait sincère et conforme  
Un mandataire

Référence de publication: 2014122790/22.  
(140140902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

---

**Trilux Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.  
R.C.S. Luxembourg B 135.843.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014121983/10.

(140138915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**E-Carat SA, Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 147.332.

*Extrait des minutes du conseil d'administration tenu au siège social de la société le 31 juillet 2014*

Le conseil d'administration décide de renouveler le mandat de Deloitte Audit (anciennement Deloitte S.A.), avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, enregistré sous le numéro B67895 au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, en tant que Réviseur Externe et ce, pour les comptes se clôturant au 31 décembre 2014.

Fait à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2014122670/15.

(140141247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**Troll Invest S.C.I., Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-6743 Grevenmacher, 6, Am Kummert.  
R.C.S. Luxembourg E 2.562.

**AUFLÖSUNG**

ANWESEND:

Friedrich Heggemeier 50 Anteile

*Agenda*

1. Entschluss zur Liquidation der Troll invest SCI
2. Aufteilung des Vermögens der Troll Invest SCI

Der anwesende Gesellschafter nimmt zur Kenntnis, dass es die zweite Gesellschafterversammlung in Folge ist, auf der die dreiviertel Stimmenmehrheit nicht erreicht wird. Die Gesellschafterversammlung wurde entsprechend den Statuten der Gesellschaft mit einem Einschreiben und einer Frist von 14 Tagen einberufen.

Der Gesellschafter stellt die Beschlussfähigkeit entsprechend Artikel dreizehn der Gesellschaftsstatuten fest, in dem festgelegt ist, dass die Generalversammlung mit einfacher Mehrheit gültige Beschlüsse fassen kann, egal wieviel Gesellschafter und Anteile anwesend und vertreten sind, wenn die vorhergehende Generalversammlung nicht beschlussfähig war.

Der anwesende Gesellschafter fasst die folgenden Beschlüsse:

1. Die Gesellschaft Troll Invest SCI wird mit Wirkung vom 26 Juni 2014 aufgelöst.
2. Als alleiniger Liquidator wird Herr Friedrich Heggemeier, wohnhaft in 29, Boulevard Prince Felix, L-1413 Luxembourg bestellt.
3. Nach Abschluss der Liquidation werden die Bücher der Gesellschaft an der Adresse 6, place de Nancy, L-2212 Luxembourg, hinterlegt.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

*Pour la société*

Référence de publication: 2014121984/29.

(140138821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Frankfurt I Hotel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 114.682.

*Extrait des résolutions des associés prises en date du 17 juillet 2014*

Les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Nigel Gamble, en tant que gérant de catégorie A, avec effet immédiat;
- d'accepter la démission d'Eric Lechat et Sharon Callahan, en tant que gérants de catégorie B, avec effet immédiat;
- de nommer Nigel Gamble, en tant que gérant de catégorie B, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014122732/14.

(140141347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

---

**Gennx Salford Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CAD 20.000,00.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 181.014.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Andreas Demmel.

Référence de publication: 2014121419/10.

(140139617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

---

**GNBL S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 130.862.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01. Août 2014.

Référence de publication: 2014121431/10.

(140138959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

---

**Financière Hamptons S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 94.750.

Référence est faite à l'extrait de la résolution prise par le Conseil d'Administration en date du 18 décembre 2013, déposé le 27 décembre 2013 sous la référence L130221251 et publié le 27 janvier 2014 au Mémorial C n° 240 sous la référence 2013181474/22)

*Extrait de la résolution prise lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue en date du 2 mai 2014*

- la cooptation de Mr Diaudécy BONHOMME, employé privé, né le 26 juin 1983 à Saint-Michel de l'Attalaye, Haïti, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant qu'Administrateur, en remplacement de Mr Pierre MESTDAGH, Administrateur démissionnaire, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2015.

Fait à Luxembourg, le 2 mai 2014.

Certifié sincère et conforme

Financière Hamptons S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014122739/20.

(140140383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

---

**Hairstudio Godart Gilbert, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3871 Schiffflange, 13, rue de la Paix.

R.C.S. Luxembourg B 110.457.

Les comptes annuels au 31.12.2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014121454/9.

(140140202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Highland Europe Technology Growth SPV, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 179.541.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Andreas Demmel.

Référence de publication: 2014121447/10.

(140139442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Euro Freight Car Finance S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 65.396.

En date du 5 juin 2014, le conseil d'administration a nommé Markus Basler, avec adresse au 4, Neuuhofstrasse, Business Center, Neuuhof. 6341 Baar, Suisse, au mandat de président du conseil d'administration avec effet immédiat. En conséquence, Markus Basler, précité est président du conseil d'administration et administrateur de classe A pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014122710/14.

(140140795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**Financière Hamptons S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 94.750.

Référence est faite à l'extrait de la résolution prise par le Conseil d'Administration en date du 22 janvier 2014, déposé le 27 janvier 2014 sous la référence L140016423 et publié le 8 mars 2014 au Mémorial C n° 618 sous la référence 2014013778/18)

*Extrait de la résolution prise lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue en date du 2 mai 2014*

- la cooptation de Mr Olivier BEAUDOUL, employé privé, né le 26 juin 1983 à Charleroi, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant qu'Administrateur, en remplacement de Mr Stéphane BAERT, Administrateur démissionnaire, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2015.

Fait à Luxembourg, le 2 mai 2014.

Certifié sincère et conforme

Financière Hamptons S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014122740/20.

(140140388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**Hoche Partners Trust Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 110.094.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014121466/10.

(140139809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Velo Investissement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 151.176.

*Extrait des résolutions en date du 22 Juillet 2014 prises par l'associé unique:*

- L'associé unique accepte la démission de Monsieur Muhammad Salman Farooqui, né le 6 Mai 1979 à Karachi (Pakistan), ayant son adresse privée au 21 rue Beggen L-1221 Luxembourg en tant que Gérant de classe B de la société avec effet au 22 Juillet 2014,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Frances Julius  
Gérant classe B

Référence de publication: 2014122010/14.

(140139425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Ibfin Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.  
R.C.S. Luxembourg B 85.095.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue extraordinairement le 24 juillet 2014*

Les mandats d'un membre du conseil d'administration respectivement du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les reconduire et de confirmer les mandats encore en vigueur des membres restants du conseil d'administration, pour la période expirant à l'assemblée générale devant se tenir en 2015 pour statuer sur l'exercice au 31.12.2014, comme suit:

Reconduction du mandat jusqu'à à l'assemblée générale devant se tenir en 2015 pour statuer sur l'exercice au 31.12.2014:

*Conseil d'administration:*

- M. Federico Franzina, né le 1<sup>er</sup> avril 1961 à Padova (Italie), demeurant professionnellement au 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, Administrateur/président.

*Personne chargée du contrôle des comptes:*

- DIMEST S.A., ayant son siège social au 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176.670, commissaire aux comptes.

Confirmation du mandat valable jusqu'à à l'assemblée générale devant se tenir en 2015 pour statuer sur l'exercice au 31.12.2014:

*Conseil d'administration:*

- M. Alessandro Cusumano, né le 6 avril 1981 à Borgomanero (Italie), professionnellement au 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, Administrateur;

- Mme Vania Baravini, née le 21 mai 1964 à Esch-sur-Alzette, demeurant au 89, rue Clair-Chêne, L-4062 Esch-sur-Alzette, Administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2014121470/30.

(140140058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**TD Participations, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités.  
R.C.S. Luxembourg B 171.847.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014121970/9.  
(140140107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Tech-Space, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités.  
R.C.S. Luxembourg B 108.464.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014121971/9.  
(140140102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Cellgate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 53, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 133.014.

*Extrait des résolutions adoptées en date du 5 août 2014, lors de la réunion du conseil de gérance*

Le Conseil de Gérance a décidé de transférer le siège social de la société avec effet à partir du 1<sup>er</sup> août 2014 du 1, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg au 53, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

L'adresse de Monsieur Claude LE MONNIER, Gérant du groupe A, est désormais 17, rue du 8 mai 1945, F-78220 Viroflay.

L'adresse de Monsieur Jean-François MICHAUD, Gérant du groupe A, est désormais 109, rue Gabrielle, B - 1180 Bruxelles.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CELLGATE S.à r.l.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014124610/17.

(140142220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

**TS Nautilus Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 120.692.

**RECTIFICATIF**

Ce bilan et l'annexe au 31 décembre 2011, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, modifieront le bilan qui a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 19 juin 2012, sous le numéro L120100880.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014121989/19.

(140140036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.



**Hairstudio Godart Gilbert, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3850 Schifflange, 17-19, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 110.457.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014121452/9.

(140139924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Playmedia S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 130.014.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la gérance*

Signature

Référence de publication: 2014121815/11.

(140139927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Cyclope Investissements, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 161.334.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration du 30 juin 2014*

Le Conseil d'Administration PREND NOTE de la démission de Monsieur Dominique DUBOIS avec effet au 30 juin 2014.

Le Conseil d'Administration DECIDE, sous réserve de l'approbation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (la «CSSF»), de coopter, en remplacement de Monsieur Dominique DUBOIS, Monsieur Christophe MARLE, 43 rue des Roses L-2445 Luxembourg, avec effet à la date d'agrément de la CSSF.

Luxembourg, le 6 août 2014.

Référence de publication: 2014124647/14.

(140142246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

**C2 Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8469 Eischen, Maison 5.

R.C.S. Luxembourg B 94.372.

*Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juillet 2014*

L'associé unique de la société C2 LUX S.à.r.l. a décidé, en date du 30 juillet 2014, de prendre les résolutions suivantes:

L'associé unique décide d'accepter la démission de:

- Monsieur Michel Gaul, hôtelier-restaurateur, né à Heinsch (Belgique) le 7 novembre 1955, demeurant à L-8469 Gaichel/Eischen, Maison 5

de son mandat de gérant avec effet immédiat.

Par conséquent, l'associé unique décide de nommer:

- Madame Claudine Jacquemin, hôtelière-restauratrice, née à Luxembourg le 26 août 1957, demeurant à L-8469 Gaichel/Eischen, Maison 5

au poste de gérante unique.

La société est engagée par la seule signature de la gérante unique.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Référence de publication: 2014124648/20.

(140141814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

**Office Freylinger S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8010 Strassen, 234, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 65.192.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014121745/9.

(140139105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Peterson Ampersand S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.****Capital social: GBP 10.138,42.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 134.074.

**EXTRAIT**

En date du 4 août 2014, l'associé de la Société est pris les résolutions suivantes:

- La démission de Madame En Lee, en tant que gérant de classe B de la Société, est acceptée avec effet immédiat;
- Madame Virginia Strelen, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de classe B de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée; et

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014121763/14.

(140140114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Ortho-Clinical Diagnostics S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 185.693.

*Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 29 juillet 2014*

En date du 29 juillet 2014, l'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes;

- d'accepter la démission de Monsieur Robert SCHMIDT de son mandat d'administrateur de classe A de la Société avec effet au 29 juillet 2014;
- d'accepter la démission de Monsieur Ram JAGANNATH de son mandat d'administrateur de classe A de la Société avec effet au 29 juillet 2014;
- d'accepter la démission de Monsieur Stephen WISE de son mandat d'administrateur de classe A de la Société avec effet au 29 juillet 2014;
- de nommer Monsieur Martin MADAUS, né le 4 septembre 1959 à Hambourg, Allemagne, résidant à l'adresse suivante: 16, Old Sudbury Rd., Lincoln, MA 01773, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouvel administrateur de classe A de la Société avec effet au 29 juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée;
- de nommer Monsieur Michael SCHLESINGER, né le 8 décembre 1958 à Great Neck, New York, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 1001, U.S. Highway 202, Raritan, 08869 New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouvel administrateur de classe A de la Société avec effet au 29 juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée;

Le conseil d'administration de la Société est désormais composé comme suit:

- Martin MADAUS, administrateur de classe A
- Michael SCHLESINGER, administrateur de classe A
- Philippe LECLERCQ, administrateur de classe B
- Laurent RICCI, administrateur de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Ortho-Clinical Diagnostics S.A.

Signature

Référence de publication: 2014121741/31.

(140140093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Ares Capital Europe II Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 175.675.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Ares Capital Europe II Holdings S.à r.l.  
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.*

Référence de publication: 2014123896/11.

(140137958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

**IT Immo s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-9761 Marnach, 19, rue de Marbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 183.981.

*La présente version remplace celle qui a été déposée en date du 11 juillet 2014, sous la référence L140119579*

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept juin.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

Madame Irène KAMBISSI, gérante de société, née à Libreville (Gabon) le 15 février 1965 (matricule 1965 02 15 683), épouse de Monsieur Jean TANSON, demeurant à D-54619 Lichtenborn, In den Rosen 8.

agissant en sa qualité d'associée unique et de propriétaire de la totalité des cent parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune, émises par la société à responsabilité limitée «IT IMMO s.à r.l.», avec siège social à L-1324 Luxembourg, 20, rue Jean Chalop;

inscrite au Registre aux firmes sous le numéro B 183.981;

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 24 janvier 2014, publié au Mémorial C des sociétés et associations, numéro 811 du 29.3.2014 a pris la résolution suivante:

*Unique résolution*

L'associée unique décide de transférer le siège social de Luxembourg à L-9764 Marnach, 19, rue de Marbourg, et en conséquence décide de modifier l'article 4 première phrase des statuts comme suit:

« **Art. 4.** Le siège social de la société est établi à Marnach.... »

*Frais.*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 650,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Irène KAMBISSI, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 2 juillet 2014. Relation: DIE/2014/8387. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

*Le Receveur pd (signé): Recken.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Ettelbruck, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014121519/41.

(140138585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Hairstudio Godart Gilbert, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3850 Schifflange, 17-19, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 110.457.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014121453/9.

(140139925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**He Ping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4966 Clemency, 28, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 101.211.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014121458/10.

(140139502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Hermanus Bay S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 168.754.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014121462/12.

(140139125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**General Mills Luxembourg One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 2.595.800,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 173.584.

—  
Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 2 juillet 2014 les décisions suivantes ont été prises:

- Démission du gérant A suivant à compter du 8 juillet 2014:

Madame Lutgarde Françoise A. Denys, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

- Nomination du gérant A suivant à compter du 8 juillet 2014 pour une durée indéterminée:

Madame Nathalie S.E. Chevalier, née le 2 mars 1977 à Kapellen, Belgique, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est comme suit:

- Franciscus W.J.J. Welman, gérant A;

- Nathalie S.E. Chevalier, gérant A;

- Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, gérant B;

- Stéphanie Jung-Schut, gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

General Mills Luxembourg One S.à r.l.

Nathalie S.E. Chevalier

Gérant A

Référence de publication: 2014122769/23.

(140140597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**Gego S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 178.865.

**AUFLÖSUNG**

*Achter Beschluss*

Der alleinige Aktionär beschliesst die Beendigung der Liquidation des Unternehmens zum 13.07.2014.

*Neunter Beschluss*

Der alleinige Aktionär beschliesst, dass die Bücher und Unterlagen der Gesellschaft für mindestens 5 Jahre bei GVI OOD (dem Aktionär) an dessen Gesellschaftssitz archiviert und aufbewahrt werden, welcher wie folgt lautet: GVI OOD, Persenk 4, 4850 Chepelare, Bulgaria

Référence de publication: 2014122768/14.

(140141095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**Globe Luxembourg SCA, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 176.822.

*Extrait des résolutions du gérant - actionnaire commandité*

En date du 27 Juin 2014, le gérant - actionnaire commandité a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse du gérant - actionnaire commandité avec effet immédiat:

- Globe Luxembourg, 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Gaëlle ATTARDO-KONTZLER

*Mandataire*

Référence de publication: 2014124265/17.

(140138002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

**General Mills Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 4.829.224,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 92.388.

Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 2 juillet 2014 les décisions suivantes ont été prises:

- Démission du gérant A suivant à compter du 8 juillet 2014:

Madame Lutgarde Françoise A. Denys, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

- Nomination du gérant A suivant à compter du 8 juillet 2014 pour une durée indéterminée:

Madame Nathalie S.E. Chevalier, née le 2 mars 1977 à Kapellen, Belgique, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est comme suit:

- Franciscus W.J.J. Welman, gérant A;

- Nathalie S.E. Chevalier, gérant A;

- Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, gérant B;

- Stéphanie Jung-Schut, gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

General Mills Luxembourg S.à r.l.

Nathalie S.E. Chevalier

*Gérant A*

Référence de publication: 2014122770/23.

(140140596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**InVino S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6661 Born, 1, Neie Wee.

R.C.S. Luxembourg B 71.393.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014121480/9.

(140139349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**IEC Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 160.660.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014121483/10.

(140139357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**BR Pope Parallel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 116.813.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Gérante

Référence de publication: 2014122220/11.

(140140993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**FREIF Wind Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 112.508,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 164.025.

*Extrait des résolutions du conseil de gérance*

En date du 17 juillet 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des Gérants de classe B suivant:

Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Hille-Paul Schut, 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

En date du 18 juillet 2014 l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Cristina Lara Pinheiro en tant que Gérant de classe B et ce avec effet immédiat.

- de nommer Michel Martin, né le 3 mai 1981 à Metz en France, demeurant professionnellement au 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que Gérant de classe B de la Société, et ce pour une durée indéterminée.

Il y a aussi lieu de lire le nom et le prénom du Gérant de Classe A suivant comme suit:

Nom: Florian Prénom(s): Mark

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Sophie Zintzen

Mandataire

Référence de publication: 2014124238/24.

(140138444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

**QCP GCO Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 111.766.

In the year two thousand and fourteen on the twenty-fourth day of July.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of QCP GCO Investments II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 111766, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, on October 25, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated February 21, 2006, under number 380. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since then.

THERE APPEARED:

Quadrangle (Offshore) Capital Partners II LP, a limited partnership incorporated and organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at the offices of Walkers Corporate Service Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the registrar of exempted limited partnership of the Cayman Islands under number WK-16332, acting through its general partner (the Sole Shareholder).

The Sole Shareholder is represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. The share capital of the Company is set at twelve thousand five euro (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, all of which are fully paid up by the Sole Shareholder and that the Meeting is thus validly constituted and may deliberate on the items on the agenda, as set out below;

II. The Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

III. That the agenda of the Meeting is as follows:

1. Dissolution of the Company;
2. Appointment of the liquidator;
3. Powers of the liquidator;
4. Instructions to the liquidator; and
5. Miscellaneous.

IV. The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Sole Shareholder considers itself as duly convened and declares to have perfect knowledge of the agenda which was communicated to it in advance and consequently waives all the rights and formalities it is entitled to for the convening of the Meeting.

V. The Meeting has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company with immediate effect and to put it into liquidation (liquidation volontaire).

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint Fairland Property Ltd a company duly organized and existing under the laws of the British Virgin Islands with its registered office at Offshore Incorporation Centre, PO Box 957, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, as the Company's liquidator (the Liquidator) and resolves that the Liquidator will be entitled to remuneration as determined in the engagement letter entered into on the date hereof. The Liquidator is empowered, by its sole signature, to do whatever is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

*Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to grant the Liquidator all the powers set out in articles 144 et seq. of the Luxembourg law of 10 August, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

The Liquidator is entitled to execute all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorization of the Sole Shareholder. The Liquidator may, on its sole responsibility, delegate some of its powers to one or more persons or entities for specifically defined operations or tasks.



The Liquidator is authorized to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder, subject to the drawing-up of interim accounts and in accordance with the Articles.

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to instruct the Liquidator to realize all the Company's assets on the best possible terms and to pay all its debts.

*Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this notarial deed are estimated at approximately EUR 2,000.-

*Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the Shareholders, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English text prevails.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Sole Shareholder's authorized representative.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour de juillet.

Pardevant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de QCP GCO Investments II S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 111766, constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire alors de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, le 25 octobre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 21 février 2006, sous le numéro 380 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis.

**A COMPARU:**

Quadrangle (Offshore) Capital Partners II LP, une société en commandite (limited partnership) constituée et régie par les lois des Îles Caïmans, dont le siège social se situe auprès de Walkers Corporate Service Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles Caïmans, immatriculée auprès du Registrar of exempted limited partnerships des Îles Caïmans sous le numéro WK-16332, agissant au travers de son associé commandité (l'Associé Unique).

L'Associé Unique est représenté par Annick Braquet, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par cinq cent (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-) chacune, toutes entièrement libérées par l'Associé Unique, l'Assemblée est donc valablement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour, tel que défini ci-dessous;

II. L'Associé Unique possède toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Dissolution de la Société;
2. Nomination du liquidateur;
3. Pouvoirs du liquidateur;
4. Instructions au liquidateur;
5. Divers;

IV. La totalité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Associé Unique se considère comme valablement convoqué et déclare avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance et dès lors, renonce à tous les droits et formalités qui lui sont attribués en matière de convocation de l'Assemblée.

V. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation volontaire.



### Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de nommer Fairland Property Ltd., une société dûment constituée et existante sous les lois des Iles Vierges Britanniques dont le siège social est établi à Offshore Incorporation Centre, PO Box 957, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, en tant que liquidateur de la Société (le Liquidateur) et décide que le Liquidateur bénéficiera d'une rémunération telle que déterminée dans sa lettre de mission en date des présentes. Le Liquidateur est autorisé à accomplir, sous sa seule signature, tout ce qui est nécessaire à la liquidation de la Société et à la réalisation de ses actifs.

### Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous les actes et à exécuter toutes les opérations, y compris celles prévues à l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'Associé Unique. Le Liquidateur peut déléguer, sous sa seule responsabilité, certains de ses pouvoirs, pour des opérations ou des tâches spécifiquement définies, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le Liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur le boni de liquidation à l'Associé Unique, sous réserve de la préparation de comptes intermédiaires et conformément aux Statuts.

### Quatrième résolution

L'Associé Unique décide d'autoriser le Liquidateur à procéder dans les meilleures conditions à la réalisation de l'actif et au paiement de toutes les dettes de la Société.

### Estimation des frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société en raison du présent acte s'élèvent approximativement à EUR 2.000.-

### Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des Associés, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le représentant de l'Associé Unique.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 juillet 2014. Relation: LAC/2014/35722. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 août 2014.

Référence de publication: 2014125898/141.

(140142690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

### **Degroof PE Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 135.420.

### *Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 30 juin 2014*

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Marc-André BECHET, il est à noter la démission de Monsieur Marc-André BECHET de son poste d'administrateur de la Société avec effet au 10 juillet 2014, Thomas HERINCKX et Eric DEBEAUD, en qualité d'administrateurs, pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015;

2. de réélire la firme PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., en qualité de Réviseur d'Entreprises, pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Pour DEGROOF PE FUND

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2014124657/18.

(140141556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

**Stoll Group S.A., Société Anonyme,  
(anc. Stoll Group).**

**Capital social: EUR 500.000,00.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 2, Z.I. rue de la Poudrerie.  
R.C.S. Luxembourg B 8.862.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre juillet.

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société «STOLL GROUP» (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au L-3364 Leudelange, Z.I. 2, rue de la Poudrerie, ayant un capital social de cinq cent mille Euros (500.000,-EUR), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 8862, et constituée suivant un acte du notaire Roger WURTH, alors de résidence à Luxembourg Eich en date du 21 février 1957, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 17 du 25 mars 1957.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire Aloyse BIEL, alors de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 19 décembre 2002, dont un extrait a été publié au Mémorial numéro 156 du 14 février 2003.

La séance est présidée par Monsieur Robert STOLL, gérant de sociétés, demeurant à L-1650 Luxembourg, 22, Avenue Guillaume.

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Madame Chantal QUINTUS, employée privée, demeurant professionnellement à L-3364 Leudelange, rue de la Poudrerie.

Le Président prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Il a été établi une liste de présence renseignant les associés présents ou représentés ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent, laquelle liste de présence ainsi que la procuration de l'associé représenté, après avoir été signées «ne varietur» par les associés ou leurs mandataires, par les membres du bureau et le notaire, seront enregistrées avec le présent acte.

II. Qu'il appert de ladite liste de présence que toutes les parts sociales sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire. L'assemblée peut dès lors décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les associés ont eu connaissance avant la présente assemblée.

*Ordre du jour*

1.- Transformation de la Société en société anonyme, modification du nom de la Société en «STOLL GROUP S.A.» et adoption des nouveaux statuts;

2.- Nomination du gérant en fonction ainsi que de 2 nouveaux membres comme administrateurs de la société pour la période expirant à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020;

3.- Désignation de Monsieur Didier BELLIA, demeurant professionnellement à L-3364 Leudelange, rue de la Poudrerie, comme commissaire aux comptes de la Société pour la période expirant à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

Après approbation de ce qui précède, l'assemblée générale prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de changer la forme juridique de la Société en la transformant d'une société à responsabilité limitée en une société anonyme et prend connaissance du rapport sur l'actif net de la Société fait par le réviseur d'entreprise agréé BDO Audit, Société Anonyme, «Le Dôme» Espace Pétrusse, ayant son siège social à L-2013 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, RCS Luxembourg B 147570 avec la conclusion suivante:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne corresponde pas au moins au nombre et à la valeur des 20 000 actions d'une valeur nominale de EUR 25 chacune à émettre en contrepartie et au capital minimum requis pour la constitution d'une société anonyme.»

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

BDO Audit, Cabinet de révision agréé, représenté par Joseph Hobscheid.

Ce rapport a été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire et restera annexé au présent acte pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

L'assemblée générale décide de modifier le nom de la Société en «STOLL GROUP S.A.» et d'amender et de reformuler les statuts de la Société comme suit afin d'adapter les statuts à la nouvelle forme sociale de la Société:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination - Forme.** Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «STOLL GROUP S.A.» (la «Société»).

**Art. 2. Durée.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 3. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Leudelange. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 4. Objet.** La société a pour objet toutes opérations commerciales et industrielles généralement quelconques, y compris l'importation, l'exportation, l'achat, la vente, l'échange, la fabrication, le traitement, la transformation, la commission, le courtage, l'agence et la représentation de tous produits et marchandises pour tous usages industriels, commerciaux et privés.

La société a en outre pour objet:

- a) le transport par route de marchandises;
- b) le transport par voie aérienne de personnes et de marchandises;
- c) le commerce et la location d'avions et de matériel aéronautique;
- d) la publicité aérienne;
- e) l'exécution des travaux de réparation et d'entretien aux véhicules utilitaires;
- f) la location d'engins de génie-civil, d'engins de manutention, de mini-pelles, de remorques et de semi-remorques, de camions, de camionnettes, de tracteurs et en général de tous engins industriels, aux entreprises publiques, aux entreprises privées et aux particuliers;
- g) le commerce et l'entretien d'extincteurs et de matériels de protection contre l'incendie et de sécurité, le conseil, l'audit, et toutes prestations de service en ces matières;
- h) toutes informations généralement quelconques, y compris techniques, professionnelles, et en matière de protection contre l'incendie et de sécurité.
- i) le commerce et l'exécution des travaux de réparation et d'entretien aux véhicules;

De façon générale, elle pourra notamment acquérir, créer et céder tous brevets, procédés de fabrication, marques de fabrique et de commerce; elle pourra s'intéresser, par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière, à toutes entreprises et sociétés dont l'objet serait similaire, connexe ou simplement utile à la réalisation de tout ou partie de son objet social.

Elle pourra réaliser son objet social tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, de toutes les manières et suivant les modalités qui lui paraîtront les mieux appropriées.

La Société a également pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, marques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;
- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus des opérations immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 5. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à EUR 500.000.- (cinq cent mille Euros), représenté par 20.000 (vingt mille) actions d'une valeur nominale de EUR 25.- (vingt-cinq euros) chacune.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 5.000.000.- (cinq millions d'Euros) représenté par 200.000 (deux cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 25.- (vingt-cinq Euros) chacune.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans, commençant à courir à partir de la publication des présents statuts, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

**Art. 6. Actions.** Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

**Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

**Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier jeudi du mois de juillet à 11.30 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

**Art. 9. Autres assemblées.** Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

**Art. 10. Composition du Conseil d'administration.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est

constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

**Art. 11. Réunions du Conseil d'administration.** Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil d'administration peut, unanimement, passer des résolutions circulaires en donnant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex ou fax, ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout formera le procès-verbal prouvant l'approbation des résolutions.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

**Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

**Art. 13. Représentation.** La Société sera engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le conseil d'administration est composé de trois membres ou plus par la signature collective de deux administrateurs, ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Toutefois, pour toutes les opérations entrant dans le cadre des activités soumises à l'autorisation préalable du Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme, la société devra toujours être engagée soit par la signature conjointe de deux Administrateurs, dont obligatoirement la signature de la personne au nom de laquelle ladite autorisation est délivrée, soit par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière ou de l'Administrateur unique pour autant que le signataire individuel soit détenteur de l'autorisation de commerce.

**Art. 14. Surveillance.** Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

**Art. 15. Exercice social.** L'exercice social commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

**Art. 16. Allocation des bénéfices.** Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

**Art. 17. Dissolution.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 18. Divers.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de nommer le gérant en fonction ainsi que 2 nouveaux membres comme administrateurs de la Société, savoir:

1) Monsieur Robert STOLL, gérant de sociétés, né à Londres le 18 juillet 1948, demeurant à L-1650 Luxembourg, 22, Avenue Guillaume.

2) Madame Nicole BAULER, épouse de Monsieur Robert STOLL, directrice de sociétés, née à Londres le 28 octobre 1951, demeurant à L-1650 Luxembourg, 22, Avenue Guillaume.

3) Madame Maureen STOLL, épouse de Monsieur Stefan TÄGER, médecin, née à Luxembourg le 8 novembre 1983, demeurant à D-53115 Bonn-Poppelsdorf, Wallfahrtsweg 12.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Didier BELLIA, née à Lexy (France) le 12 mars 1958, demeurant professionnellement à L-3364 Leudelange, rue de la Poudrerie comme commissaire aux comptes de la Société.

La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020.

*Frais*

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société sont estimés à 3.100.- euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: STOLL, QUINTUS, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 25/07/2014. Relation: EAC/2014/10391. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): HALSDORF.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 05 août 2014.

Référence de publication: 2014125995/255.

(140142328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

**KEP VI (Timber) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CAD 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 176.993.

*Extrait des résolutions prises lors du Conseil de gérance du 6 août 2014*

En date du 6 août 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse professionnelle de Madame Elizabeth Timmer, gérant de classe B et de Monsieur Richard Brekelmans, gérant de classe B du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2014.

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2014125687/18.

(140142975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.



**Development Venture III S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 153.467.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of July.

Before Maître Gérard LECUIT, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Mr Christophe DAUM, private employee, residing professionally in Luxembourg,

acting in his capacity as a special attorney-in-fact of DV III General Partner S.A., a société anonyme incorporated in accordance with and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 153.463 (the "General Partner"), being the general partner of Development Venture III S.C.A., a société en commandite par actions governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg of 21 May 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1357 of 1<sup>st</sup> July 2010 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 153.467 (the "Company"), whose articles of incorporation have been amended for the last time following a deed of the undersigned notary, dated 2 August 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2485 of 08<sup>th</sup> October 2013.

by virtue of the authority conferred on him by the resolutions adopted by the board of directors of the General Partner, on 29<sup>th</sup> April 2014, a copy of which resolutions, signed "ne varietur" by the attorney-in-fact and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed with which it shall be formalised.

The said appearing person, acting in his said capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

I. The issued share capital of the Company is presently set at three million nine hundred seventy-five thousand three hundred sixty-one euro (EUR 3,975,361.-) divided into one (1) class A share (the "Class A Share"), which shall be held by the unlimited partner (the "Class A Shareholder"), in representation of its unlimited partnership interest in the Company and nine hundred eighteen thousand three (918,003) class B series 1 shares (the "Class B Series 1 Shares"), nine hundred twenty-seven thousand two hundred seventy-eight (927,278) class B series 2 shares (the "Class B Series 2 Shares"), one million two hundred thirty-six thousand three hundred seventy-three (1,236,373) class B series 3 shares (the "Class B Series 3 Shares"), four hundred ninety-four thousand five hundred forty-eight (494,548) class B series 4 shares (the "Class B Series 4 Shares") together with the Class B Series 1 Shares, Class B Series 2 Shares and the Class B Series 3 Shares, the ("Class B Shares"), which shall be held by the limited shareholders (the "Class B Shareholders"), one hundred fifty-nine thousand six hundred fifty-three (159,653) class B' shares (the "Class B' Shares") which shall be held by the unlimited partner (the "Class B' Shareholder") in representation of its limited partnership interest in the Company and two hundred thirty-nine thousand five hundred five (239,505) class C shares (the "Class C Shares"), which shall be held by the unlimited partner and the limited shareholders (the "Class C Shareholders") in representation of their limited partnership interest in the Company. Each issued share of each class has a nominal value of one euro (EUR 1.-) and is fully paid up.

II. Pursuant to Article 7 of the Company's articles of association, the authorised capital of the Company has been set at five hundred million euro (EUR 500,000,000.-) divided into one (1) Class A Share, four hundred sixty-five million (465,000,000) Class B Shares of whatever Series, twenty-five million (25,000,000) Class B' Shares and nine million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine (9,999,999) Class C Shares, each authorised share of each class having a nominal value of one euro (EUR 1.-) and pursuant to the same Article 7, the General Partner of the Company has been authorised to increase the issued share capital of the Company. The article 5 of the Company's articles of association shall then be amended so as to reflect the increase of share capital.

III. The General Partner of the Company, by the resolutions of the board of directors of the General Partner of 29<sup>th</sup> April 2014, and in accordance with the authority conferred on him pursuant to Article 7 of the Company's articles of association, has decided subject to the confirmation of the receipt of the relevant subscription moneys, which confirmation has occurred on 12 June 2014, an increase of the issued share capital by an amount of two hundred five thousand five hundred fifty-four euro (EUR 205,554.-) in order to raise the issued share capital to the amount of four million one hundred eighty thousand nine hundred fifteen euro (EUR 4,180,915.-) by the creation of (i) fifty-three thousand six hundred eighty-five (53,685) Class B Series 1 Shares, (ii) forty-one thousand four hundred eighteen (41,418) Class B Series 2 Shares, (iii) sixty-three thousand seven hundred twenty-one (63,721) Class B Series 3 Shares, (iv) twenty-five thousand four hundred eighty-nine (25,489) Class B Series 4 Shares, (v) eight thousand four hundred ninety-six (8,496) Class B' Shares and (vi) twelve thousand seven hundred forty-five (12,745) Class C Shares (collectively referred to as the "New Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

IV. The General Partner of the Company, by the resolutions of the board of directors of the General Partner of 29<sup>th</sup> April 2014, has accepted subject to the confirmation by anyone director of the General Partner of the receipt of the relevant subscription moneys, which confirmation has occurred on 12 June 2014, the subscription of the New Shares, together with a total share premium of one million eight hundred forty-nine thousand nine hundred eighty-six euro (EUR 1,849,986.-) as follows:

- Mutavie, a company governed by the laws of France, with registered office at 9, rue des Iris F-79000 Bessines, France, and registered with the Registre de Commerce de Niort under number B 315 652 263: ten thousand six hundred seventy-three (10,673) new Class B Series 1 Shares, at a total issue price of one hundred six thousand seven hundred thirty euro (EUR 106,730.-) including a share premium in the aggregate amount of ninety-six thousand fifty-seven euro (EUR 96,057.-);

- OPB DVIII Holdings Trust, a company governed by the laws of Canada, with registered office at 200, King Street West, Toronto, Ontario M5H 3X6, Canada: eleven thousand one hundred fifty-one (11,151) new Class B Series 1 Shares, at a total issue price of one hundred eleven thousand five hundred ten euro (EUR 111,510.-) including a share premium in the aggregate amount of one hundred thousand three hundred fifty-nine euro (EUR 100,359.-);

- Le Régime de Rentes du Mouvement Desjardins, a company governed by the laws of Canada, with registered office at 100 avenue des Commandeurs, Lévis, Québec G6V 7N5, Canada: nine thousand five hundred fifty-eight (9,558) new Class B Series 1 Shares, at a total issue price of ninety-five thousand five hundred eighty euro (EUR 95,580.-) including a share premium in the aggregate amount of eighty-six thousand twenty-two euro (EUR 86,022.-);

- Lux Direct REP S.à r.l., a company governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg: six thousand three hundred seventy-two (6,372) new Class B Series 1 Shares, at a total issue price of sixty-three thousand seven hundred twenty euro (EUR 63,720.-) including a share premium in the aggregate amount of fifty-seven thousand three hundred forty-eight euro (EUR 57,348.-);

- Development Finnish Feeder III SCA, a company governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 159125: (i) fifteen thousand nine hundred thirty-one (15,931) new Class B Series 1 Shares, at a total issue price of one hundred fifty-nine thousand three hundred ten euro (EUR 159,310.-) including a share premium in the aggregate amount of one hundred forty-three thousand three hundred seventy-six euro (EUR 143,376.-) and (ii) nine thousand five hundred fifty-eight (9,558) new Class B Series 2 Shares, at a total issue price of ninety-five thousand five hundred eighty euro (EUR 95,580.-) including a share premium in the aggregate amount of eighty-six thousand twenty-five euro (EUR 86,025.-);

- Lloyds Bank Pension Trust (n°1) Ltd, a trust governed by the laws of The United Kingdom, with registered office at 25 Gresham Street, London EC2V 7HN, United Kingdom: five thousand three hundred ten (5,310) new Class B Series 2 Shares, at a total issue price of fifty-three thousand one hundred euro (EUR 53,100.-) including a share premium in the aggregate amount of forty-seven thousand seven hundred ninety euro (EUR 47,790.-);

- Lloyds Bank Pension Trust (n°2) Ltd, a trust governed by the laws of The United Kingdom, with registered office at 25 Gresham Street, London EC2V 7HN, United Kingdom: two thousand six hundred fifty-five (2,655) new Class B Series 2 Shares, at a total issue price of twenty-six thousand five hundred fifty euro (EUR 26,550.-) including a share premium in the aggregate amount of twenty-three thousand eight hundred ninety-five euro (EUR 23,895.-);

- Healthcare of Ontario Pension Plan, a company governed by the laws of Canada, with registered office at 1 Toronto Street, Suite 1400, Toronto M5C 3B2, Canada: fifteen thousand nine hundred thirty (15,930) new Class B Series 2 Shares, at a total issue price of one hundred fifty-nine thousand three hundred euro (EUR 159,300.-) including a share premium in the aggregate amount of one hundred forty-three thousand three hundred seventy euro (EUR 143,370.-);

- Tower 2008 (Luxco 2) S.à r.l., a company governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 5, rue Eugène Ruppert, L-2425 Luxembourg: seven thousand nine hundred sixty-five (7,965) new Class B Series 2 Shares, at a total issue price of seventy-nine thousand six hundred fifty euro (EUR 79,650.-) including a share premium in the aggregate amount of seventy-one thousand six hundred eighty-five euro (EUR 71,685.-);

- Turtle Investment Holding BV, a company governed by the laws of The Netherlands, with registered office at Oude Lindestraat 70, 6411 EJ Heerlen, The Netherlands: thirty-one thousand eight hundred sixty-one (31,861) new Class B Series 3 Shares, at a total issue price of three hundred eighteen thousand six hundred ten euro (EUR 318,610.-) including a share premium in the aggregate amount of two hundred eighty-six thousand seven hundred forty-nine euro (EUR 286,749.-);

- Development German Feeder III SCA, a company governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 159130: fifteen thousand nine hundred thirty (15,930) new Class B Series 3 Shares, at a total issue price of one hundred fifty-nine thousand three hundred euro (EUR 159,300.-) including a share premium in the aggregate amount of one hundred forty-three thousand three hundred seventy euro (EUR 143,370.-);

- Union de Gestion Immobilière de Participations-UGIPAR, a company governed by the laws of France, with registered office at Coeur Défense Tour B - La Défense 4 - 100, Esplanade du Général Charles de Gaulle 92400 Courbevoie: fifteen thousand nine hundred thirty (15,930) new Class B Series 3 Shares, at a total issue price of one hundred fifty-nine thousand



three hundred euro (EUR 159,300.-) including a share premium in the aggregate amount of one hundred forty-three thousand three hundred seventy euro (EUR 143,370.-);

- DV III Q-Lux Feeder S.à r.l., a company governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg: twenty-five thousand four hundred eighty-nine (25,489) new Class B Series 4 Shares, at a total issue price of two hundred fifty-four thousand eight hundred ninety euro (EUR 254,890.-) including a share premium in the aggregate amount of two hundred twenty-nine thousand four hundred one euro (EUR 229,401.-);

- DV III General Partner S.A., prenamed: eight thousand four hundred ninety-six (8,496) new Class B' Shares, at a total issue price of eighty-four thousand nine hundred sixty euro (EUR 84,960.-) including a share premium in the aggregate amount of seventy-six thousand four hundred sixty-four euro (EUR 76,464.-);

- DV III General Partner S.A., prenamed: seven thousand six hundred forty-seven (7,647) new Class C Shares, at a total issue price of seventy-six thousand four hundred seventy euro (EUR 76,470.-) including a share premium in the aggregate amount of sixty-eight thousand eight hundred twenty-three euro (EUR 68,823.-);

- DV III Participation, a société civile governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number E 4451: five thousand ninety-eight (5,098) new Class C Shares, at a total issue price of fifty thousand nine hundred eighty (EUR 50,980.-) including a share premium in the aggregate amount of forty-five thousand eight hundred eighty-two euro (EUR 45,882.-).

V. All these New Shares have been entirely subscribed by the aforesaid subscribers and fully paid up, together with the share premiums, by contribution in cash to the Company on 14 May 2014, so that the total amount of two million fifty-five thousand five hundred forty euro (EUR 2,055,540.-), representing the amount of the above mentioned capital increase and comprising the payment of a share premium in an aggregate amount of one million eight hundred forty-nine thousand nine hundred eighty-six euro (EUR 1,849,986.-), has been on 14 May 2014 at the free disposal of the Company, as was evidenced to the undersigned notary by presentation of the supporting documents for the relevant payments.

VI. As a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital with effect as of 14 May 2014, paragraph one of Article 5 of the Company's articles of association is therefore amended and shall read as follows:

" **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at four million one hundred eighty thousand nine hundred fifteen euros (EUR 4,180,915.-) divided into one (1) class A share (the "Class A Share"), which shall be held by the unlimited partner (the "Class A Shareholder"), in representation of its unlimited partnership interest in the Company and nine hundred seventy-one thousand six hundred eighty-eight (971,688) class B series 1 shares (the "Class B Series 1 Shares"), nine hundred sixty-eight thousand six hundred ninety-six (968,696) class B series 2 shares (the "Class B Series 2 Shares"), one million three hundred thousand ninety-four (1,300,094) class B series 3 shares (the "Class B Series 3 Shares"), five hundred twenty thousand thirty-seven (520,037) class B series 4 shares (the "Class B Series 4 Shares") together with the Class B Series 1 Shares, Class B Series 2 Shares and the Class B Series 3 Shares, the ("Class B Shares"), which shall be held by the limited shareholders (the "Class B Shareholders"), one hundred sixty-eight thousand one hundred forty-nine (168,149) class B' shares (the "Class B' Shares") which shall be held by the unlimited partner (the "Class B' Shareholder") in representation of its limited partnership interest in the Company and two hundred fifty-two thousand two hundred fifty (252,250) class C shares (the "Class C Shares"), which shall be held by the unlimited partner and the limited shareholders (the "Class C Shareholders") in representation of their limited partnership interest in the Company. Each issued share of each class has a nominal value of one euro (EUR 1.-) and is fully paid up."

#### *Expenses*

The expenses, incumbent on the Company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately two thousand eight hundred euros (2,800.-EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. Upon request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la traduction en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le neuf juillet.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

Monsieur Christophe DAUM, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de DV III General Partner S.A., une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro

B 153.463 (le «Gérant»), étant l'associé commandité de Development Venture III S.C.A, une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1357, en date du 1<sup>er</sup> juillet 2010, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 153.467 (la «Société»), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné, en date du 2 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2485, en date du 08 octobre 2013,

en vertu d'une procuration lui conférée par les résolutions adoptées par le conseil d'administration du Gérant en date du 29 avril 2014, une copie desdites résolutions, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elles seront formalisées.

Laquelle comparante, agissant en ladite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations et constatations suivantes:

I. Le capital social de la Société s'élève actuellement à trois millions neuf cent soixante-quinze mille trois cent soixante et un euros (EUR 3.975.361,-), représenté par une (1) action de catégorie A (les «Actions de Catégorie A»), qui sera détenue par l'associé commandité (l'«Actionnaire de Catégorie A»), en représentation de son engagement indéfini dans la Société, et neuf cent dix huit mille trois (918.003) actions de catégorie B série 1 (les «Actions de Catégorie B Série 1»), neuf cent vingt-sept mille deux cent soixante dix-huit (927.278) actions de catégorie B série 2 (les «Actions de Catégorie B Série 2»), un million deux cent trente-six mille trois cent soixante treize (1.236.373) actions de catégorie B série 3 (les «Actions de Catégorie B Série 3») quatre cent quatre vingt quatorze mille cinq cent quarante-huit (494.548) actions de catégorie B série 4 (les «Actions de Catégorie B Série 4» et ensemble avec les Actions de Catégorie B Série 1, les Actions de Catégorie B Série 2 et les Actions de Catégorie B Série 3, les «Actions de Catégorie B»), qui seront détenues par les actionnaires commanditaires (les «Actionnaires de Catégorie B»), cent cinquante-neuf mille six cent cinquante-trois (159.653) actions de catégorie B' (les «Actions de Catégorie B'») qui seront détenues par l'associé commandité (l'«Actionnaire de Catégorie B'») en représentation de son engagement limité dans la Société et deux cent trente-neuf mille cinq cent cinq (239.505) actions de catégorie C (les «Actions de Catégorie C»), qui seront détenues par l'associé commandité et les actionnaires commanditaires (les «Actionnaires de Catégorie C»), en représentation de leur engagement limité dans la Société. Chaque action a une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), et chaque action est entièrement libérée.

II. En vertu de l'article 7 des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société a été fixé à cinq cents millions d'euros (EUR 500.000.000,-), représenté par une (1) Action de Catégorie A, quatre cent soixante cinq millions (465.000.000,-) Actions de Catégorie B toute série confondue, vingt-cinq millions (25.000.000) Actions de Catégorie B' et neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (9.999.999) Actions de Catégorie C, ayant chacune une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) et en vertu du même Article 7, le Gérant de la Société a été autorisé à procéder à des augmentations du capital social de la société. L'article 5 des statuts devra alors être modifié de manière à refléter les augmentations de capital ainsi réalisées.

III. Le Gérant de la Société, par résolutions du conseil d'administration du Gérant du 29 avril 2014, et en conformité avec les pouvoirs lui conférés en vertu de l'article 7 des statuts de la Société, a décidé sous réserve de la confirmation de la réception des fonds de souscription, laquelle confirmation est intervenue le 12 juin 2014, une augmentation du capital social souscrit à concurrence de deux cent cinq mille cinq cent cinquante-quatre euros (EUR 205.554,-) en vue de porter le capital social souscrit à quatre millions cent quatre vingt mille neuf cent quinze euros (EUR 4.180.915,-) par la création et l'émission de (i) cinquante-trois mille six cent quatre vingt cinq (53.685) Actions de Catégorie B Série 1, (ii) quarante et un mille quatre cent dix-huit (41.418) Actions de Catégorie B Série 2, (iii) soixante-trois mille sept cent vingt et une (63.721) Actions de Catégorie B Série 3, (iv) vingt-cinq mille quatre cent quatre vingt neuf (25.489) Actions de Catégorie B Série 4, (v) huit mille quatre cent quatre vingt seize (8.496) Actions de Catégorie B' et (iii) douze mille sept cent quarante-cinq (12.745) Actions de Catégorie C (collectivement désignées les «Nouvelles Actions»), d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

IV. Le Gérant de la Société, par résolutions du conseil d'administration du Gérant du 29 avril 2014, a accepté, sous réserve de la confirmation de la réception des fonds de souscription, laquelle confirmation est intervenue le 12 juin 2014, la souscription des Nouvelles Actions ensemble avec une prime d'émission totale de un million huit cent quarante-neuf mille neuf cent quatre vingt six euros (EUR 1.849.986,-), comme suit:

- Mutavie, une société régie par le droit français, avec siège social au 9, rue des Iris, F-79000 Bessines, France et immatriculée au Registre du Commerce de Niort sous le numéro B 315 652 263: dix mille six cent soixante-treize (10.673) nouvelles Actions de Catégorie B Série 1 à un prix d'émission total de cent six mille sept cent trente euros (EUR 106.730,-), incluant une prime d'émission d'un montant total de quatre vingt seize mille cinquante sept euros (EUR 96.057,-);

- OPB DVIII Holdings Trust, une société régie par le droit Canadien, avec siège social au 200, King Street West, Toronto, Ontario M5H 3X6, Canada: onze mille cent cinquante et une (11.151) nouvelles Actions de Catégorie B Série 1 à un prix d'émission total de cent onze mille cinq cent dix euros (EUR 111.510,-), incluant une prime d'émission d'un montant total de cent mille cinq cent trente-neuf euros (EUR 100.539,-);

- Le Régime de Rentes du Mouvement Desjardins, une société régie par le droit Canadien, avec siège social au 100 avenue des Commandeurs, Lévis, Québec G6V 7N5, Canada: neuf mille cinq cent cinquante huit (9.558) nouvelles Actions de Catégorie B Série 1 à un prix d'émission total de quatre vingt quinze mille cinq cent quatre vingt euros (EUR 95.580,-), incluant une prime d'émission d'un montant total de quatre vingt six mille vingt deux euros (EUR 86.022,-);

- Lux Direct REP S.à r.l., une société régie par le droit luxembourgeois, avec siège social au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg: six mille trois cent soixante-douze (6.372) nouvelles Actions de Catégorie B Série 1 à un prix d'émission total de soixante-trois mille sept cent vingt euros (EUR 63.720,-) incluant une prime d'émission d'un montant total de cinquante-sept mille trois cent quarante-huit euros (EUR 57.348,-);

- Development Finnish Feeder III SCA, une société régie par le droit luxembourgeois, avec siège social au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159125: (i) quinze mille neuf cent trente et une (15.931) nouvelles Actions de Catégorie B Série 1 à un prix d'émission total de cent cinquante-neuf mille trois cent dix euros (EUR 159.310,-) incluant une prime d'émission d'un montant total de cent quarante-trois mille trois cent soixante-seize euros (EUR 143.376,-) et (ii) neuf mille cinq cent cinquante-huit (9.558) nouvelles Actions de Catégorie B Série 2, à un prix d'émission total de quatre vingt quinze mille cinq cent quatre vingt euros (EUR 95.580,-) incluant une prime d'émission d'un montant total de quatre vingt six mille vingt-cinq euros (EUR 86.025,-);

- Lloyds Bank Pension Trust (n°1) Ltd, un trust régi par le droit du Royaume Uni, avec siège social au 25, Gresham Street, London EC2V 7HN, Royaume Uni: cinq mille trois cent dix (5.310) nouvelles Actions de Catégorie B Série 2, à un prix d'émission total de cinquante-trois mille cent euros (EUR 53.100,-) incluant une prime d'émission d'un montant total de quarante-sept mille sept cent quatre vingt dix euros (EUR 47.790,-);

- Lloyds Bank Pension Trust (n°2) Ltd, un trust régi par le droit du Royaume Uni, avec siège social au 25, Gresham Street, London EC2V 7HN, Royaume Uni: deux mille six cent cinquante-cinq (2.655) nouvelles Actions de Catégorie B Série 2, à un prix d'émission total de vingt-six mille cinq cent cinquante euros (EUR 26.550,-) incluant une prime d'émission d'un montant total de vingt-trois mille huit cent quatre vingt quinze euros (EUR 23.895,-);

- Healthcare of Ontario Pension Plan, une société régie par le droit Canadien, avec siège social au 1 Toronto Street, Suite 1400, Toronto M5C 3B2, Canada: quinze mille neuf cent trente (15.930) nouvelles Actions de Catégorie B Série 2, à un prix d'émission total de cent cinquante-neuf mille trois cent euros (EUR 159.300,-) incluant une prime d'émission d'un montant total de cent quarante-trois mille trois cent soixante-dix euros (EUR 143.370,-);

- Tower 2008 (Luxco 2) S.à r.l., une société régie par le droit luxembourgeois, avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert, L-2425 Luxembourg: sept mille neuf cent soixante-cinq (7.965) nouvelles Actions de Catégorie B Série 2, à un prix d'émission total de soixante dix-neuf mille six cent cinquante euros (EUR 79.650,-) incluant une prime d'émission d'un montant total de soixante et onze mille six cent quatre vingt cinq euros (EUR 71.685,-);

- Turtle Investment Holding BV, une société régie par le droit Néerlandais, avec siège social à Oude Lindestraat 70, 6411 EJ Heerlen, Pays-Bas: trente et une mille huit cent soixante et une (31.861) nouvelles Actions de Catégorie B Série 3, à un prix d'émission total de trois cent dix-huit mille six cent dix euros (EUR 318.610,-) incluant une prime d'émission d'un montant total de deux cent quatre vingt six mille sept cent quarante-neuf euros (EUR 286.749,-);

- Development German Feeder III SCA, une société régie par le droit de luxembourgeois, avec siège social au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159130: quinze mille neuf cent trente (15.930) nouvelles Actions de Catégorie B Série 3, à un prix d'émission total de cent cinquante neuf mille trois cent euros (EUR 159.300,-) incluant une prime d'émission d'un montant total de cent quarante-trois mille trois cent soixante-dix euros (EUR 143.370,-);

- Union de Gestion Immobilière de Participations-UGIPAR, une société régie par le droit français, avec siège social au Coeur Défense Tour B - La Défense 4 - 100, Esplanade du Général Charles de Gaulle F-92400 Courbevoie: quinze mille neuf cent trente (15.930) nouvelles Actions de Catégorie B Série 3, à un prix d'émission total de cent cinquante-neuf mille trois cent euros (EUR 159.300,-) incluant une prime d'émission d'un montant total de cent quarante-trois mille trois cent soixante-dix euros (EUR 143.370,-);

- DV III Q-Lux Feeder S.à r.l., une société régie par le droit de Luxembourg, avec siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;

vingt-cinq mille quatre cent quatre vingt neuf (25.489) nouvelles Actions de Catégorie B Série 4, à un prix d'émission total de deux cent cinquante-quatre mille huit cent quatre vingt dix euros (EUR 254.890,-) incluant une prime d'émission d'un montant total de deux cent vingt-neuf mille quatre cent un euros (EUR 229.401,-);

- DV III General Partner S.A., prénommée: huit mille quatre cent quatre vingt seize (8.496) nouvelles Actions de Catégorie B' à un prix d'émission total de quatre vingt quatre mille neuf cent soixante euros (EUR 84.960,-), incluant une prime d'émission d'un montant total de soixante-seize mille quatre cent soixante-quatre euros (EUR 76.464,-);

- DV III General Partner S.A., prénommée: sept mille six cent quarante-sept (7.647) nouvelles Actions de Catégorie C à un prix d'émission total de soixante-seize mille quatre cent soixante-dix euros (EUR 76.470,-), incluant une prime d'émission d'un montant total de soixante-huit mille huit cent vingt-trois euros (EUR 68.823,-);

- DV III Participation, une société civile régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro E 4451: cinq mille quatre vingt dix-huit (5.098) nouvelles Actions de Catégorie C à un prix d'émission total de cinquante mille neuf cent quatre vingt euros (EUR 50.980,-), incluant une prime d'émission d'un montant total de quarante-cinq mille huit cent quatre vingt deux euros (EUR 45.882,-);

V. Toutes les Nouvelles Actions ont été entièrement souscrites par les souscripteurs susnommés et libérées intégralement, ensemble avec les primes d'émission par des versements en numéraire à la Société le 14 mai 2014, de sorte que la somme de deux millions cinquante-cinq mille cinq cent quarante euros (EUR 2.055.540,-) représentant le montant de la susdite augmentation du capital social et incluant le paiement de la prime d'émission pour un montant de un million huit cent quarante-neuf mille neuf cent quatre vingt six euros (EUR 1.849.986,-), se trouvait le 14 mai 2014 à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives de libération.

VI. Suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit avec effet au 14 mai 2014, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié en conséquence et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital souscrit.** Le capital émis est fixé à quatre millions cent quatre vingt mille neuf cent quinze euros (EUR 4.180.915,-), représenté par une (1) action de catégorie A (les «Actions de Catégorie A»), qui sera détenue par l'associé commandité (l'«Actionnaire de Catégorie A»), en représentation de son engagement indéfini dans la Société, et neuf cent soixante et onze mille six cent quatre vingt huit (971.688) actions de catégorie B série 1 (les «Actions de Catégorie B Série 1»), neuf cent soixante huit mille six cent quatre vingt seize (968.696) actions de catégorie B série 2 (les «Actions de Catégorie B Série 2»), un million trois cent mille quatre vingt quatorze (1.300.094) actions de catégorie B série 3 (les «Actions de Catégorie B Série 3») cinq cent vingt mille trente-sept (520.037) actions de catégorie B série 4 (les «Actions de Catégorie B Série 4») et ensemble avec les Actions de Catégorie B Série 1, les Actions de Catégorie B Série 2 et les Actions de Catégorie B Série 3, (les «Actions de Catégorie B»), qui seront détenues par les actionnaires commanditaires (les «Actionnaires de Catégorie B»), cent soixante-huit mille cent quarante-neuf (168.149) actions de catégorie B' (les «Actions de Catégorie B'») qui seront détenue par l'associé commandité (l'«Actionnaire de Catégorie B'») en représentation de son engagement limité dans la Société et deux cent cinquante-deux mille deux cent cinquante (252.250) actions de catégorie C (les «Actions de Catégorie C»), qui seront détenues par l'associé commandité et les actionnaires commanditaires (les «Actionnaires de Catégorie C»), en représentation de leur engagement limité dans la Société. Chaque action a une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), et chaque action est entièrement libérée.»

#### *Frais*

Les frais incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille huit cents euros (2.800.-EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. À la requête du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom usuels, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. DAUM, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 juillet 2014. Relation: LAC/2014/33484. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2014.

Référence de publication: 2014127045/338.

(140144121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

#### **Hanota S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 8.800.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014121455/9.

(140138839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**«Lam Investments S.à r.l.», Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 189.279.

**STATUTS**

L'an deux mille quatorze, le onzième jour du mois de juillet.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

Ont comparu:

1. La société Albatross Aviation S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 187398,

représentée ici par Maître Morgane IMGRUND, avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé;

2. Monsieur Mike SAVARY, administrateur de sociétés, né à Genève, canton de Genève, Suisse le 4 août 1969, résidant au Le Roccabella, Bloc B, 24 Avenue Princesse Grace, Monte-Carlo, 98000 Monaco,

représenté ici par Maître Morgane IMGRUND, pré-qualifiée, en vertu d'une procuration sous seing privé; et

3. Monsieur Laurent AUTIER, administrateur de sociétés, né à Pully, canton de Vaud, Suisse le 30 avril 1969, résidant à Grand'Rue 29, 1267 Vich, Suisse,

représenté ici par Maître Morgane IMGRUND, pré-qualifiée, en vertu d'une procuration sous seing privé;

Lesdites procurations, après avoir été paraphées et signées ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés tel que mentionné ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts (ci-après les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent par la présente:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (ci-après la «LSC»), ainsi que par les présents Statuts.

**Art. 2.** La société prend la dénomination de «LAM Investments S.à r.l.».

**Art. 3.** La Société a pour objet principal la détention des actions et parts sociales dans les sociétés opérationnelles en matière d'aviation civile qui lui ont été apportées par les associés (ci-après les «Associés»), et accessoirement pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères, y compris les sociétés apportées lors de la constitution de la Société. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la Société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets, licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

D'une façon générale, la Société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

**Art. 4.** Le siège social est établi à Hesperange. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des Associés prise aux conditions de quorum et de majorité telles que détaillées à l'article 21 ci-dessous.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète des circonstances anormales. Ces mesures temporaires n'auront aucune incidence sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège demeurera une société luxembourgeoise. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par le gérant de la Société (ci-après le «Gérant»).

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à cent trente-deux mille euros (EUR 132.000,-) représenté par cent trente-deux mille (132.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, entièrement libérées.

La Société peut acquérir ses propres parts aux conditions de majorité prévues à cet effet par les présents Statuts ainsi qu'aux conditions prévues par la LSC.



**Art. 7.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul nu-propriétaire.

**Art. 8.** La vente des parts sociales entre Associés est libre. Néanmoins, tout Associé (l'«Associé Cédant») qui entend céder toutes ou partie de ses parts sociales (ci-après les «Parts Sociales») à un autre Associé (ci-après l'«Associé Cessionnaire») devra notifier préalablement son intention de céder les Parts Sociales à l'Associé non cessionnaire (ci-après l'«Associé Tiers») ainsi qu'au Gérant par lettre recommandée avec accusé de réception. La notification (ci-après la «Notification») contiendra nécessairement:

- a) le nombre de Parts Sociales dont la cession est envisagée,
- b) les conditions financières et les modalités du transfert envisagées,
- c) copie de l'engagement entre l'Associé Cédant et l'Associé Cessionnaire.

L'Associé Tiers bénéficie d'un droit partiel de préemption (ci-après le «Droit de Préemption Partiel»), en accord avec les conditions et modalités établies dans la Notification, sur les Parts Sociales correspondant au nombre nécessaire de parts sociales afin de permettre à l'Associé Tiers de maintenir le même ratio existant avant la cession des Parts Sociales entre ses propres parts sociales et celles de l'Associé Cessionnaire (ci-après les «Parts Préemptées»). Le Droit de Préemption Partiel doit être exercé dans un délai de soixante (60) jours ouvrables à compter de la date de réception de la Notification par l'Associé Tiers. Le Droit de Préemption Partiel s'exerce par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par l'Associé Tiers à l'Associé Cédant, à l'Associé Cessionnaire ainsi qu'au Gérant de la Société comportant:

- a) le calcul et le nombre de Parts Préemptées,
- b) l'engagement ferme et irrévocable de l'Associé Tiers d'acquérir les Parts Préemptées aux conditions indiquées dans la Notification.

Le silence de l'Associé Tiers à l'expiration du délai de réponse à l'exercice du Droit de Préemption Partiel est interprété comme valant refus de l'exercer.

**Art. 9.** Sous réserve de l'application des dispositions contraignantes prévus par la LSC, la cession par un Associé de toute ou partie de ses parts sociales au profit d'un tiers nécessite l'accord unanime des Associés.

Tout Associé (ci-après la «Partie Cédante») qui entend céder, toutes ou partie de ses parts sociales de la Société (ci-après les «Parts Cédées») à un cessionnaire tiers à la Société (ci-après le «Cessionnaire»), communiquera préalablement par lettre recommandée avec accusé de réception aux autres Associés et au Gérant de la Société une notice de transfert (ci-après la «Notice»). La Notice contient:

- a) le nombre de Parts Cédées,
- b) l'identité du Cessionnaire,
- c) les conditions financières et les modalités du transfert envisagées,
- d) copie de l'engagement entre la Partie Cédante et le Cessionnaire,
- e) l'engagement du Cessionnaire d'adhérer à toute convention existant entre Associés en relation avec le portefeuille de valeurs mobilières (actions, parts sociales, etc.) détenu par la Société en cas de transfert.

Les autres Associés bénéficient d'un droit de préemption (ci-après le «Droit de Préemption») sur les Parts Cédées, en accord avec les conditions et modalités établies dans la Notice. Le Droit de Préemption doit être exercé dans un délai de soixante (60) jours ouvrables à compter de la date de notification de la Notice aux autres Associés et au Gérant de la Société. Le Droit de Préemption dont bénéficient les Associés non cessionnaires devra porter sur toutes les Parts Cédées. Il s'exerce par lettre recommandée envoyée à la Partie Cédante et au Gérant de la Société comportant l'engagement ferme et irrévocable d'acquérir les Parts Cédées aux conditions indiquées dans la Notice.

Le silence d'un Associé à l'expiration du délai de réponse à l'exercice du Droit de Préemption est interprété comme valant refus de l'exercer.

En cas d'exercice par tous les Associés non cessionnaires de leur Droit de Préemption sur les Parts Cédées, ces Parts Cédées seront réparties entre les Associés concernés en proportion de leur participation respective dans le capital de la Société, sauf au cas où une autre répartition est décidée unanimement par les Associés non cessionnaires. La Partie Cédante ne dispose d'aucun droit de quelque nature qu'il soit pour s'opposer à une quelconque répartition retenue par les Associés non cessionnaires.

Au cas où un seul des Associés non cessionnaires exerce son Droit de Préemption dans le délai mentionné au troisième paragraphe ci-dessus, celui-ci se verra attribuer l'intégralité des Parts Cédées aux conditions fixées dans la Notice.

Au cas où à l'expiration de la procédure visée ci-avant, l'exercice du Droit de Préemption n'a été exercé par aucun Associé, et dans ce cas seulement, le Gérant convoque les Associés en assemblée générale en vue de l'approbation de l'adhésion d'un nouvel associé selon les modalités légales et informe la Partie Cédante, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'elle est libre de céder les Parts Cédées mais uniquement (i) selon les conditions et modalités contenues dans la Notice, (ii) sous réserve que le Cessionnaire potentiel adhère sans réserve aucune à toute convention ou pacte d'associés existant au moment de la cession et (iii) sous réserve de l'approbation à l'unanimité de l'adhésion

d'un nouvel associé à l'assemblée générale des Associés. Le transfert doit être réalisé dans un délai de soixante (60) jours ouvrables à compter de la réception de l'information pré-mentionnée par la Partie Cédante. A défaut de transfert dans le délai mentionné ci-dessus, la procédure telle que détaillée dans le présent article 9 doit être suivie à nouveau.

**Art. 10.** Dans le cas où un ou plusieurs Associés agissant de concert (le ou les «Associé(s) Vendeur(s)») décide(nt) de vendre ses (leurs) parts sociales à un acquéreur tiers à la Société (l'«Acquéreur») et que la totalité des parts sociales cédées représente au moins deux tiers (2/3) des parts sociales de la Société, le ou les Associé(s) Vendeur(s) communiquera (ont) préalablement, simultanément à la Notice visée à l'Article 9 et par la même lettre recommandée avec accusé de réception par laquelle il(s) notifie(nt) la Notice, aux autres Associés (le(s) «Associé(s) Non Cédant(s)») et au Gérant de la Société un avis relatif au droit de suite (ci-après l'«Avis de Droit de Suite»). L'Avis de Droit de Suite contient l'indication expresse que le ou les Associé(s) Vendeur(s) a(ont) décidé de vendre leurs parts sociales à un seul et même acquéreur tiers à la Société et que la totalité des parts sociales cédées représente au moins deux tiers (2/3) des parts sociales de la Société.

Le(les) Associé(s) Non Cédant(s) qui n'aura(ont) pas exercé son(leur) Droit de Prémption aux termes et conditions de l'Article 9 ci-dessus, aura(ont) le droit de requérir (le «Droit de Suite») de(s) l'Associé(s) Vendeur(s) qu'il(s) exige(nt) de l'Acquéreur que celui-ci se porte également acquéreur de tout ou partie des parts sociales des Associé(s) Non Cédant(s), aux mêmes conditions que celles proposées à (aux) Associé(s) Vendeur(s).

L'exercice par un Associé Non Cédant de son Droit de Suite exclu l'exercice par ce même Associé Non Cédant de son Droit de Prémption et vice versa sur les parts sociales du (des) Associé(s) Vendeur(s).

Le Droit de Suite doit être exercé dans un délai de soixante (60) jours ouvrables à compter de la date de notification de l'Avis de Droit de Suite aux autres Associés et au Gérant de la Société. Le Droit de Suite dont bénéficie(nt) le(s) Associé(s) Non Cédant(s) peut porter sur tout ou partie des parts sociales des Associé(s) Non Cédant(s).

Il s'exerce par lettre recommandée envoyée à (aux) Associé(s) Vendeur(s) et au Gérant de la Société.

Le silence d'un Associé Non Cédant à l'expiration du délai de réponse à l'exercice du Droit de Suite est interprété comme valant renonciation définitive de l'exercer.

Si l'Acquéreur refuse de se porter acquéreur des parts sociales du/des Associé(s) Non Cédant(s) qui a(ont) exercé son(leur) Droit de Suite, le(s) Associé(s) Vendeur(s) devra(ont) renoncer à céder ses (leurs) parts sociales à l'Acquéreur, sauf si le(s) Associé(s) Vendeur(s) s'engage(nt) à acquérir lui-même (eux-mêmes) les parts sociales de l'/des Associé(s) Non Cédant(s) aux mêmes conditions que celles offertes par l'Acquéreur pour l'acquisition des parts sociales à l'/aux Associé(s) Vendeur(s).

En cas de pluralité d'Associés Non Cédants, si l'un ou plusieurs d'entre eux exercent leur Droit de Prémption sur la totalité des parts sociales du (des) Associé(s) Vendeur(s) conformément aux dispositions de l'article 9 ci-dessus alors que le (les) autre(s) Associé(s) Non Cédant(s) exerce(nt) son (leur) Droit de Suite conformément aux dispositions du présent article, le Droit de Suite exercé par le (les) Associé(s) Non Cédant(s) deviendra de plein droit caduc. Le (les) Associé(s) Non Cédant(s) ayant exercé(s) son (leur) Droit de Suite disposeront alors d'un délai supplémentaire de soixante (60) jours ouvrables à compter de la notification de l'exercice du Droit de Prémption par le (les) Associé(s) Non Cédant(s) concerné(s) pour proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, à (aux) Associé(s) Non Cédant(s) ayant exercé(s) son (leur) Droit de Prémption de racheter ses (leurs) parts sociales aux conditions proposées par l'Acquéreur.

Le (les) Associé(s) Non Cédant(s) ayant exercé(s) son (leur) Droit de Prémption disposera(ont) d'un délai de soixante (60) jours ouvrables à compter de la notification de la proposition de rachat mentionnée au paragraphe ci-dessus pour donner suite ou refuser la proposition. En cas de refus ou de silence gardé par le (les) Associé(s) Non Cédant(s) ayant exercé(s) son (leur) Droit de Prémption, le (les) Associé(s) ayant exercé(s) son (leur) Droit de Suite devra(ont) renoncer à céder ses (leurs) parts sociales.

**Art. 11.** Au cas où un ou plusieurs Associés agissant de concert (le ou les «Associé(s) Vendeur(s)») décide(nt) de vendre ses (leurs) parts sociales à un acquéreur tiers (l'«Acquéreur») et que la totalité des parts sociales cédées représente au moins deux tiers (2/3) des parts sociales de la Société, le(s) Associé(s) Vendeur(s) pourront exiger (l'«Obligation de Suite») de l'autre (des autres) Associé(s) qu'il(s) vende(nt) la totalité de ses(leurs) parts sociales à l'Acquéreur, aux mêmes conditions que celles offertes par l'Acquéreur pour l'acquisition des parts sociales de(s) l'Associé(s) Vendeur(s). A cet effet, le ou les Associé(s) Vendeur(s) communiquera(ont), simultanément à la Notice visée à l'Article 9 et par la même lettre recommandée avec accusé de réception par laquelle il(s) notifie(nt) la Notice, aux autres Associés (le(s) «Associé(s) Non Cédant(s)») et au Gérant de la Société un avis d'exercice de leur droit à l'Obligation de Suite (ci-après l'«Avis d'Obligation de Suite»). L'Avis d'Obligation de Suite contient l'indication expresse que le ou les Associé(s) Vendeur(s) a (ont) décidé de vendre leurs parts sociales, que la totalité des parts sociales cédées représente au moins deux tiers (2/3) des parts sociales de la Société et qu'ils exercent leur droit à l'Obligation de suite à l'encontre du(des) Associé(s) Non Cédant(s). L'Avis d'Obligation de Suite sera par ailleurs accompagné d'un engagement ferme de l'Acquéreur d'acquérir les parts du (des) Associé(s) Non Cédant(s) aux mêmes conditions que celles proposées à l'(aux) Associé(s) Vendeur(s).

Le(les) Associé(s) Non Cédant(s) qui n'aura(ont) pas exercé son(leur) Droit de Prémption aux termes et conditions de l'Article 9 ci-dessus, sont obligés de vendre la totalité de leurs parts sociales à l'Acquéreur, aux mêmes conditions que celles offertes par l'Acquéreur pour l'acquisition des parts sociales de(s) l'Associé(s) Vendeur(s).

Les dispositions des paragraphes 3, 7 et 8 de l'article 10 concernant l'exercice du Droit de Préemption s'appliquent mutatis mutandis à l'exercice de l'Obligation de Suite.

**Art. 12.** En cas de réalisation d'un Événement d'Emption (tel que défini au ci-dessous) concernant un Associé de la Société (l'«Associé Obligé»), l'autre (les autres) Associé(s) (le ou les «Associé(s) Autorisé(s)») aura(ont) le droit, mais pas l'obligation, d'acquérir toutes les parts sociales de l'Associé Obligé (les «Parts Emptées»).

Est considéré comme un événement d'emption (un «Événement d'emption») chacun des événements suivants:

- a) L'incapacité civile d'un Associé Obligé;
- b) Le décès ou la déclaration d'absence d'un Associé Obligé;
- c) La saisie, le séquestre ou l'ouverture de toute procédure de réalisation portant sur les biens de l'Associé Obligé;
- d) La cessation de paiement (à savoir l'incapacité de payer ses dettes lorsqu'elles deviennent dues), la faillite, le concordat préventif de faillite, la réhabilitation du failli ou le sursis de paiement, la gestion contrôlée, la dissolution ou liquidation judiciaire, l'interdiction de faire le commerce, la nomination d'un administrateur provisoire ou l'ouverture d'une autre procédure d'insolvabilité ou de redressement similaire d'un Associé Obligé;
- e) L'incapacité civile d'une ou plusieurs personnes contrôlant l'Associé Obligé;
- f) Le décès ou la déclaration d'absence d'une ou plusieurs personnes contrôlant l'Associé Obligé;
- g) La saisie, le séquestre ou l'ouverture de toute procédure de réalisation portant sur les biens d'une ou plusieurs personnes contrôlant l'Associé Obligé;
- h) La cessation de paiement (à savoir l'incapacité de payer ses dettes lorsqu'elles deviennent dues), la faillite, le concordat préventif de faillite, la réhabilitation du failli ou le sursis de paiement, la gestion contrôlée, la dissolution ou liquidation judiciaire, l'interdiction de faire le commerce, la nomination d'un administrateur provisoire ou l'ouverture d'une autre procédure d'insolvabilité ou de redressement similaire en relation avec une ou plusieurs personnes contrôlant l'Associé Obligé;
- i) Tout autre changement dans le chef ou du fait d'une ou plusieurs personnes contrôlant l'Associé Obligé (par exemple, sans limitation, toute cession, vente, transfert ou attribution par la ou les personnes contrôlant l'Associé Obligé de droits ou de parts dans l'Associé Obligé, à l'exclusion des hypothèses dans lesquelles les actes précités n'emportent pas changement de la personne contrôlant l'Associé Obligé, ou tout acte ou omission par lequel la personne contrôlant l'Associé Obligé vient à changer).

Aux fins d'application de la présente disposition, l'expression «personne contrôlant» s'entend de toute personne qui, en relation avec l'Associé Obligé, individuellement ou en conjonction avec d'autres personnes, à un moment donné (i) a la capacité d'exercer un contrôle direct ou indirect sur la majorité des droits de vote exerçables lors d'assemblées générales d'actionnaires de cet Associé Obligé sur tous, ou pratiquement tous, les objets; ou (ii) a le droit de nommer ou de révoquer des administrateurs ou gérants détenant la majorité des droits de vote exerçables lors des réunions du conseil d'administration ou du conseil de gérance de cet Associé Obligé sur tous, ou pratiquement tous, les objets ou (iii) a d'une façon générale la capacité d'exercer un contrôle direct ou indirect sur toutes, ou pratiquement toutes, les décisions économiques concernant cet Associé Obligé.

L'Associé Obligé (ou ses représentants juridiques, respectivement ses successeurs) devra(ont) immédiatement communiquer par lettre recommandée avec accusé de réception à (aux) l'Associé(s) Autorisé(s) et au Gérant la survenance d'un Événement d'emption (l'«Avis de Survenance»).

Sauf dans le cas de l'Article 12 lit. b ci-dessus (décès ou déclaration d'absence de l'Associé Obligé) et sauf dans le cas de l'Article 12 lit. f ci-dessus (décès ou déclaration d'absence d'une personne contrôlant l'Associé Obligé), l'(les) Associé(s) Autorisé(s) devra(ont) déclarer à l'Associé Obligé ainsi qu'au Gérant, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la réception de l'Avis de Survenance ou, en cas de carence de l'Associé Obligé (ou ses représentants juridiques, respectivement ses successeurs) dans l'envoi de l'Avis de Survenance, dans un délai de quatre (4) ans à compter du jour où l'(les) Associé(s) Autorisé(s) ont eu connaissance de la survenance d'un Événement d'emption, par lettre recommandée avec accusé de réception, s'il(s) entend(ent) se porter acquéreur(s) des Parts Emptées (le «Droit d'Emption»).

Dans le cas de l'Article 12 lit. b ci-dessus (décès ou déclaration d'absence de l'Associé Obligé) ou de l'Article 12 lit. f ci-dessus (décès ou déclaration d'absence d'une personne contrôlant l'Associé Obligé), le délai conféré à(aux) Associé(s) Autorisé(s) pour exercer le Droit d'Emption est étendu à quatre (4) ans au maximum et l'(les) Associé(s) Autorisé(s) devra(ont) déclarer aux représentants juridiques, respectivement aux successeurs de l'Associé Obligé ainsi qu'au Gérant, dans un délai de quatre (4) ans à compter du décès ou de la déclaration d'absence de l'Associé Obligé, par lettre recommandée avec accusé de réception, s'il(s) entend(ent) se porter acquéreur(s) des Parts Emptées.

Le Droit d'Emption ne pourra être exercé que sur l'intégralité des Parts Emptées, à l'exclusion d'un exercice partiel. En cas d'exercice par tous ou plusieurs des Associés Autorisés de leur Droit d'Emption sur les Parts Emptées, ces Parts Emptées seront réparties entre les Associés Autorisés concernés en proportion de leur participation respective dans le capital de la Société, sauf au cas où une autre répartition est décidée unanimement par les Associés Autorisés concernés. L'Associé Obligé ne dispose d'aucun droit de quelque nature qu'il soit pour s'opposer à une quelconque répartition retenue par les Associés Autorisés concernés.



A défaut d'entente entre les Associés (y compris son(leurs) représentant(s) ou son (leurs) successeur(s)), sur le prix de cession des Parts Emptées, celui-ci sera déterminé par un expert de renom luxembourgeois - choisi d'entente entre les parties - dans une logique de valorisation de la Société sur la base de la continuation de l'entreprise.

A défaut d'entente entre les Associés sur le choix de l'expert de renom luxembourgeois, l'Associé ou le représentant ou successeur de l'Associé Obligé le plus diligent pourra saisir le président du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg en vue de la nomination d'un expert pour la détermination de la valeur et du prix de cession des Parts Emptées.

Nonobstant les dispositions des deux paragraphes qui précèdent immédiatement celui-ci, au cas où les Associés Autorisés qui auront exercé le Droit d'Emption sur la base de l'Article 12 lit. b ci-dessus (décès ou déclaration d'absence de l'Associé Obligé) ou sur la base de l'Article 12 lit. f ci-dessus (décès ou déclaration d'absence d'une personne contrôlant l'Associé Obligé) (à l'exclusion de tout autre cas d'exercice du Droit d'Emption) procèdent à la vente des Parts Emptées ainsi acquises dans les deux (2) ans qui suivent l'acquisition desdites Parts Emptées à un prix supérieur de plus de trente pour cent (30%) du prix d'acquisition desdites Parts Emptées, les Associés Autorisés concernés seront tenus de compléter le prix d'acquisition de façon à ce que l'Associé Obligé (soit pour lui soit pour ses représentants juridiques, ou ses successeurs) reçoivent pour les Parts Emptées un supplément correspondant à quatre-vingt pour cent (80%) du prix de cession par Parts Emptées re-cédées obtenu par les Associés Autorisés concernés.

**Art. 13.** Le consentement unanime des Associés tel que prévu à l'article 21 ci-dessous n'est pas requis lorsque les parts sociales sont transmises pour cause de mort, aux héritiers (légaux ou institués) ou légataires de l'Associé défunt (ci-après désignés indistinctement par les «Héritiers»). Les Héritiers ayant régulièrement fait état de leur statut d'héritiers ou de légataires reprendront automatiquement tous les droits et obligations de l'Associé décédé auquel ils succèdent et deviendront automatiquement partie à toute convention entre Associés, en particulier (mais non exclusivement) la Convention Cadre en relation avec la Société, conclue simultanément avec la constitution de la Société

**Art. 14.** A côté de son apport, chaque Associé pourra, avec l'accord préalable des autres Associés pris conformément aux dispositions de l'article 21 ci-dessous, faire des avances en compte-courant de la Société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'Associé qui a fait l'avance, et la Société. Elles porteront intérêt à un taux fixe décidé à l'unanimité des Associés. Ces intérêts seront comptabilisés en frais généraux.

Les avances accordées par un (les) Associé(s) dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'(les) Associé(s) ayant procédé au versement de ces avances sera(ont) reconnu(s) comme créancier(s) de la Société en ce qui concerne le montant des avances, en principal et intérêts.

**Art. 15.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des Associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 16.** Les créanciers, ayants droits ou Héritiers des Associés ne pourront pour quelque motif que ce soit et en quelque circonstance que ce soit apposer des scellés sur les biens de la Société, ni s'immiscer en aucune manière et en aucune circonstance dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

**Art. 17.** La Société est gérée et administrée par un Gérant, Associé ou non de la Société, lequel devra nécessairement remplir les conditions de substance nécessaire afin de créer une situation de fait au siège de direction effective de la Société.

Le Gérant est ainsi nommé pour une durée déterminée, renouvelable pour une durée de deux (2) ans par l'assemblée générale des Associés.

Les pouvoirs du Gérant seront limités par toute décision qui de par la loi et des présents Statuts est de la seule compétence de l'assemblée générale des Associés qui, sauf dispositions d'ordre public, doit prendre ses décisions aux conditions de majorité telles que définies à l'article 21 ci-dessous.

Le Gérant est nommé à la majorité des Associés représentant deux-tiers (2/3) du capital social de la Société ou par l'Associé unique; il est révocable en tout temps, moyennant un préavis de trois (3) mois, à la majorité des Associés représentant les deux-tiers (2/3) du capital social de la Société ou par l'Associé unique. En cas de cause(s) légitime(s), le mandat du Gérant peut être révoqué sans préavis. Dans l'hypothèse où la révocation ne repose pas sur une(des) cause(s) légitime(s), le Gérant aura alors droit à une indemnisation de la part de la Société.

L'assemblée générale des Associés fixe la rémunération du Gérant. Au cas où l'assemblée générale des Associés décide que le mandat du Gérant est gratuit, celui-ci pourra néanmoins demander le remboursement par la Société des frais engagés par lui pour la Société dans l'exercice de son mandat.

**Art. 18.** Le Gérant est autorisé à déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière de la Société et la représentation de la Société pour ses affaires, avec le consentement unanime préalable de l'assemblée générale des Associés, à toute personne, Associé ou non ou à tout comité (dont les membres n'ont pas besoin d'être Associés), aux conditions et avec les pouvoirs à fixer par le Gérant. Il pourra également conférer tous pouvoirs et tout mandat spécial à toute personne qui n'a pas besoin d'être Associé, engager ou révoquer tous mandataires et employés et fixer leur rémunération.

**Art. 19.** La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par (i) la signature unique du Gérant ou (ii) la signature unique ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par le Gérant.

**Art. 20.** Sauf l'exception de l'article 17 in fine, le Gérant ne contracte, à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société. En tant que mandataire de la Société, le Gérant n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

**Art. 21.** Toute assemblée des Associés de la Société régulièrement constituée représente tous les Associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Au cas où la Société ne disposerait que d'un seul Associé, celui-ci exercera tous les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des Associés.

Chaque part sociale donne droit à un vote dans les assemblées ordinaires et extraordinaires des Associés.

Chaque Associé peut prendre part aux assemblées générales des Associés de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par courrier ou par e-mail une autre personne comme mandataire.

Si tous les Associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Associés de la Société, et déclarent avoir été dûment informés de la tenue d'une assemblée générale ainsi que de l'ordre du jour de l'assemblée générale des Associés de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Toute décision relevant de la compétence de l'assemblée générale des Associés devra être prise à la majorité des Associés représentant les deux-tiers (2/3) du capital social de la Société, à l'exception des décisions suivantes, lesquelles doivent, afin d'être valablement adoptées, être prises à l'unanimité des Associés:

- a) Tout agrément d'un tiers en tant que nouvel associé de la Société;
- b) Toute décision qui aurait pour but de répartir le dividende distribué par la Société selon une clef de répartition différente du prorata du capital détenu par chaque Associé;
- c) Toute décision ayant pour but la modification substantielle de l'objet social de la Société;
- d) Toute décision ayant pour but de modifier une disposition des Statuts;
- e) Toute décision ayant pour but de changer la nationalité de la Société;
- f) Toute décision qui aura pour but d'augmenter les engagements des Associés;
- g) Toute autorisation accordée à un ou plusieurs des Associés de remettre, donner en garantie ou autrement grever leurs parts sociales dans la Société, ou à autrement les engager dans un processus qui aurait pour conséquence de restreindre la jouissance ou la libre disposition des parts sociales;
- h) Toute détermination et fixation du montant du taux d'intérêt applicable au(x) compte(s) courant(s) d'associé constitué(s) par les Associés;
- i) Toute décision de liquidation ou de dissolution de la Société.

Par ailleurs, la décision suivante nécessitera obligatoirement l'accord préalable de l'assemblée générale des Associés, pris à l'unanimité:

- a) Toute décision relative à la souscription d'un emprunt supérieur à EUR 1.000.000,-, que celui-ci soit accordé par une banque, par un tiers, par un Associé ou par une société affiliée.

**Art. 22.** Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, si des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle, et ces comptes doivent montrer un bénéfice distribuable suffisant en accord avec les dispositions de la LSC. La décision de payer des dividendes intérimaires se prend conformément aux règles de majorité telles que prévues à l'article 21 ci-dessus.

**Art. 23.** L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année. A la fin de chaque exercice social, le Gérant de la Société établira les comptes annuels de la Société et les soumettra aux Associés.

**Art. 24.** Tout Associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze (15) jours qui précéderont son approbation.

**Art. 25.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre. Le solde est à la libre disposition des Associés.

**Art. 26.** La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'assemblée générale des Associés de la Société adoptée dans les conditions fixées par les présents Statuts.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des Associés de la Société décidant de la liquidation. Une telle assemblée générale des Associés de la Société déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

**Art. 27.** Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la LSC.

### *Souscription et paiement*

Apparaissent ensuite

1) la société Albatross Aviation S.à r.l., précitée, représentée tel que mentionné ci-dessus, laquelle déclare souscrire trente six mille neuf cent soixante (36.960) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune représentant vingt-huit pour cent (28%) du capital social de la Société, et de libérer intégralement ces parts sociales par apport en nature de (i) mille cent vingt-cinq (1.125) actions d'une valeur nominale de cent vingt euros (EUR 120,-) émises et intégralement libérées (les «Actions GJL Apportées») de la société GLOBAL JET LUXEMBOURG S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 62.747 (la «Société GJL Apportée»), représentant quatre-vingt-dix pour cent (90%) du capital social de la Société GJL Apportée et (ii) de une (1) part sociale (Geschäftsanteil) représentant un apport en capital (Stammeinlage) d'un montant de soixante quatre mille euros (EUR 64.000,-) libéré à hauteur de seize mille euros (EUR 16.000,-) (la «Part GJAustria Apportée») émises par la société Global Jet Austria GmbH, une société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) de droit autrichien ayant son siège social à Teinfaltstrasse 8, A-1010 Vienne, Autriche, immatriculée auprès du tribunal de commerce (Handelsgericht) de Vienne sous le numéro FN 266163 t (la «Société GJAustria Apportée»), représentant quatre-vingt pour cent (80%) du capital social de la Société GJAustria Apportée.

La société Albatross Aviation S.à r.l., précitée, représentée tel que mentionné ci-dessus, déclare apporter à la Société les Actions GJL Apportées ainsi que la Part GJAustria Apportée et évaluer globalement cet apport à trente six mille neuf cent soixante euros (EUR 36.960,-).

Preuve de la propriété et de la valeur des Actions GJL Apportées ainsi que la Part GJAustria Apportée a été donnée au notaire instrumentant pour respectivement la Société GJL Apportée et la Société GJAustria Apportée par leur extrait de registre de commerce, la copie de leur registre des actionnaires le cas échéant, une copie de leurs statuts coordonnés, leurs bilans arrêtés au 31 décembre 2012 le cas échéant.

2) Monsieur Mike SAVARY précité, représenté tel que mentionné ci-dessus, lequel déclare souscrire soixante deux mille quarante (62.040) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, représentant quarante-sept pour cent (47%) du capital social de la Société, et de libérer intégralement ces parts sociales par apport en nature de (i) mille quatre cent quatre-vingt (1.480) actions émises et intégralement libérées (les «Actions GJC1 Apportées») de la société Global Jet Concept S.A., une société anonyme de droit suisse ayant son siège social à CH-1216 Cointrin, 4 chemin des Papillons, immatriculée auprès du registre de Meyrin sous le numéro IDE CHE-105.344.097 (la «Société GJC Apportée»), représentant soixante-quatorze pour cent (74%) du capital social de la Société GJC Apportée.

Monsieur Mike SAVARY, précité, représenté tel que mentionné ci-dessus, déclare apporter à la Société les Actions GJC1 Apportées et évaluer globalement cet apport à soixante deux mille quarante euros (EUR 62.040,-).

Preuve de la propriété et de la valeur des Actions GJC1 Apportées a été donnée au notaire instrumentant pour la Société GJC Apportée par la production d'un extrait de registre de commerce, la copie de son registre des actionnaires le cas échéant, une copie de ses statuts coordonnés, son bilan arrêté au 31 décembre 2012 le cas échéant.

3) Monsieur Laurent AUTIER, précité, représenté tel que mentionné ci-dessus, lequel déclare souscrire trente trois mille (33.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune représentant vingt-cinq pour cent (25%) du capital social de la Société, et de libérer intégralement ces parts sociales par apport en nature de (i) cinq cent vingt (520) actions émises et intégralement libérées (les «Actions GJC2 Apportées») de la Société GJC Apportée précitée, représentant vingt-six pour cent (26%) du capital social de la Société GJC Apportée

Monsieur Laurent AUTIER, précité, représenté tel que mentionné ci-dessus, déclare apporter à la Société les Actions GJC2 Apportées et évaluer globalement cet apport à trente trois mille euros (EUR 33.000,-).

Preuve de la propriété et de la valeur des Actions GJC2 Apportées a été donnée au notaire instrumentant pour la Société GJC Apportée par la production d'un extrait de registre de commerce, la copie de son registre des actionnaires le cas échéant, une copie de ses statuts coordonnés, son bilan arrêté au 31 décembre 2012 le cas échéant.

### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle des Associés de la Société se tiendra en 2015.

### *Déclaration*

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la LSC et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de cet acte, s'élève à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

*Assemblée générale extraordinaire des associés*

Immédiatement après la constitution de la Société, les comparants pré-qualifiés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se reconnaissent dûment convoqués, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire des Associés de la Société

Après avoir vérifié que celle-ci est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social de la Société est fixé à L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
- 2.- La personne suivante est nommée en qualité de Gérant pour une durée initiale de trois (3) ans prenant fin à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017 à l'occasion de l'approbation des comptes clos au 31 décembre 2016 de la Société:
  - Monsieur Antoine DAVID, homme d'affaire, né le 16 août 1963 à La Guerchede-Bretagne (France), demeurant professionnellement à L- 5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
- 3.- Les Associés donnent d'ores et déjà unanimement leur agrément à l'entrée dans la Société de tout Héritier de tout Associé décédé.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. IMGRUND, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 juillet 2014. LAC/2014/33589. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Luxembourg, le 4 août 2014.

Référence de publication: 2014127248/415.

(140143712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2014.

**NP Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 189.332.

—  
**STATUTES**

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of July.

Before the undersigned Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

CVC Capital Partners VI Limited, a limited company governed by the laws of Jersey and having its registered office at 1 Waverley Place, Union Street, St. Helier, Jersey JE1 1SG, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 111863,

hereby represented by Mrs. Caroline RONFORT, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy established on 29 July 2014.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**Art. 1. Corporate form.** There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 11.2 the exceptional rules applying to one member company.

**Art. 2. Corporate object.**

2.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

2.3 The Company may also enter into any guarantee, pledge or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company or of group companies.

2.4 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.5 The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

2.6 The Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Denomination.** The Company will have the denomination “NP Holdings S.à r.l.”.

**Art. 5. Registered office.**

5.1 The registered office is established in Luxembourg-City.

5.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

5.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole director (gérant) or in case of plurality of directors (gérants), by a decision of the board of directors (conseil de gérance).

5.4 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6. Share capital - Shares.**

6.1 - Subscribed Share Capital

6.1.1 The Company's corporate capital is fixed at EUR 35,000- (thirty five thousand Euros) represented by 3,500,000 (three million five hundred thousand) shares (parts sociales) of EUR 0.01 (one Euro cent) each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.1.2 At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law; In such case Articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply, entailing that each decision of the single shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 - Modification of Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 8 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

6.3 - Profit Participation

Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.4 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.5 - Transfer of Shares

6.5.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

6.5.2 In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of Article 189 and 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

6.6 - Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

**Art. 7. Management.**

7.1 - Appointment and Removal

7.1.1 The Company is managed by a sole director (gérant) or more directors (gérants). If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance). The director(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

7.1.2 The director(s) (gérant(s)) is/are appointed by the general meeting of shareholders.

7.1.3 A director (gérant) may be dismissed ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

7.1.4 The sole director (gérant) and each of the members of the board of directors (conseil de gérance) shall not be compensated for his/their services as director (gérant), unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders.

The Company shall reimburse any director (gérant) for reasonable expenses incurred in the carrying out of his office, including reasonable travel and living expenses incurred for attending meetings on the board, in case of plurality of directors (gérants).

## 7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (conseil de gérance).

## 7.3 - Representation and Signatory Power

7.3.1 In dealing with third parties as well as in justice, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article 7.3 shall have been complied with.

7.3.2 The Company shall be bound by the sole signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the joint signature of any two member of the board of directors (conseil de gérance).

7.3.3 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents and determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

## 7.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Procedures

7.4.1 The board of directors (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director (gérant) and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

7.4.2 The resolutions of the board of directors (conseil de gérance) shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman and the secretary (if any), and recorded in the corporate book of the Company. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director (gérant).

7.4.3 Decisions of the sole director (gérant) shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director (gérant). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole director (gérant).

7.4.4 The board of directors (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (conseil de gérance).

7.4.5 In case of plurality of directors (gérants), resolutions shall be taken by a majority of the votes of the directors (gérants) present or represented at such meeting.

7.4.6 Any director (gérant) may act at any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by appointing in writing another director (gérant) as his proxy. A director (gérant) may also appoint another director (gérant) to represent him by phone to be confirmed at a later stage.

7.4.7 Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the directors' (gérants) meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

7.4.8 Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

## 7.5 - Liability of Directors (gérants)

Any director (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company.

## Art. 8. General shareholders' meeting.

8.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

8.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

8.3 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

8.4 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.



**Art. 9. Annual general shareholders' meeting.**

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 13<sup>th</sup> day of the month of June, at 4.30 p.m.

9.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

**Art. 10. Audit.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

**Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.**

**11.1 - Fiscal Year**

The Company's fiscal year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

**11.2 - Annual Accounts**

11.2.1 At the end of each fiscal year, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

11.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200.

**Art. 12. Distribution of profits.**

12.1 The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

12.2 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

12.3 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

**Art. 13. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.**

13.1 The board of directors (conseil de gérance) may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of directors (conseil de gérance) showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

13.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

**Art. 14. Dissolution - Liquidation.**

14.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

14.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles.

14.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 15. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

**Art. 16. Modification of articles.** The Articles may be amended from time to time, and in case of plurality of shareholders, by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

*Transitional dispositions*

The first fiscal year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31 December 2014.

*Subscription*

The Articles having thus been established, the party appearing declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares	Subscribed amount in EUR	%
CVC Capital Partners VI Limited, prenamed . . . . .	3,500,000	35,000.-	100%
TOTAL . . . . .	3,500,000	35,000.-	100%

All the shares have been paid-up to the extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of EUR 35,000.- (thirty five thousand Euros) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,600.-.

#### *Resolutions of the sole shareholder*

1. The Company will be administered by the following directors (gérants) appointed for an undetermined period:
  - a. Mrs. Emanuela Brero, private employee, born on 25 May 1970 in Bra (Italy), having her professional address at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
  - b. Mr. Manuel Mouget, private employee, born on 6 January 1977 in Messancy (Belgium), having his professional address at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
  - c. Mrs Stella Le Cras, private employee, born 23 July 1965 in St Saviour (United Kingdom), having his professional address at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
2. The registered office of the Company shall be established at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le trentième jour du mois de Juillet.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-duché de Luxembourg..

#### **A COMPARU:**

CVC Capital Partners VI Limited, une limited company ayant son siège social au 1 Waverley Place, Union Street, St. Helier, Jersey JE1 1SG, Iles Anglo-Normandes, inscrite au Jersey Financial Services Commission sous le numéro 111863, ici représentée par Madame Caroline RONFORT, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de procuration donnée le 29 juillet 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 11.2, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

#### **Art. 2. Objet social.**

2.1 L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

2.2 La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

2.3 La Société peut aussi contracter toute garantie, gage ou toute autre forme de sûreté pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou d'une société du groupe.



2.4 D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

2.5 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

2.6 La Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination: «NP Holdings S.à r.l.».

**Art. 5. Siège social.**

5.1 Le siège social est établi à Luxembourg - Ville.

5.2 Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand - Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

5.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

6.1 - Capital Souscrit et Libéré

6.1.1 Le capital social est fixé à 35.000 EUR (trente cinq mille Euros) représenté par 3.500.000 (trois millions cinq cent mille) parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 EUR (un cent d'Euros) toutes entièrement souscrites et libérées.

6.1.2 A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 - Modification du Capital Social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 - Participation aux Profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 - Transfert de Parts Sociales

6.5.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

6.5.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non - associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Les transferts de parts sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6 - Enregistrement des Parts Sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

**Art. 7. Management.**

7.1 - Nomination et Révocation

7.1.1 La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

7.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés.

7.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

7.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance n'est ou ne seront pas rémunéré(s) pour ses/leurs services en tant que gérant, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des associés. La Société pourra rembourser tout gérant des dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de son mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil de gérance, en cas de pluralité de gérants.

#### 7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

#### 7.3 - Représentation et Signature Autorisée

7.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

7.3.2 La Société est engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la signature conjointe de deux des membres du conseil de gérance.

7.3.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

#### 7.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Procédures

7.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

7.4.2 Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui, signés par le président et le secrétaire (le cas échéant), seront déposées dans les livres de la Société. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un quelconque gérant.

7.4.3 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

7.4.4 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

7.4.5 En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion.

7.4.6 Tout gérant pourra agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son représentant. Un gérant pourra également désigner un autre gérant pour le représenter par téléphone, cela sera confirmé par écrit par la suite.

7.4.7 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

7.4.8 Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

#### 7.5 - Responsabilité des Gérants

Tout gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

### **Art. 8. Assemblée générale des associés.**

8.1 L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

8.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

8.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

8.4 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

**Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.**

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le 13<sup>ème</sup> jour du mois de juin, à 16.30.

9.2 Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

**Art. 10. Vérification des comptes.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

**Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.****11.1 - Exercice Social**

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

**11.2 - Comptes Annuels**

11.2.1 A la fin de chaque exercice social, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

11.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

**Art. 12. Distribution des profits.**

12.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

12.2 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

12.3 Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) associé(s) en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

**Art. 13. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.**

13.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

13.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

**Art. 14. Dissolution - Liquidation.**

14.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

14.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

14.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

**Art. 15. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

**Art. 16. Modification des statuts.** Les présents Statuts pourront être à tout moment modifiés par l'assemblée des associés selon le quorum et conditions de vote requis par les lois du Grand - Duché de Luxembourg.

*Dispositions transitoires*

Le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le 31 Décembre 2014.

*Souscription*

Les Statuts ainsi établis, la partie comparante déclare souscrire l'intégralité du capital comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit EUR	% du capital social
CVC Capital Partners VI Limited, préqualifiée . . . . .	3.500.000	35.000,-	100%
TOTAL . . . . .	3.500.000	35.000	100%

Toutes les parts ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que le montant de 35.000 EUR (trente cinq mille Euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.600,-.

#### *Résolutions de l'associé unique*

1. La Société est administrée par les gérants suivants nommés pour une période indéterminée:
  - a. Madame Emanuela Brero, employée privée, née le 25 mai 1970 en Bra (Italie), ayant son adresse professionnelle au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg;
  - b. Monsieur Manuel Mouget, employé privé, né le 6 Janvier 1977 à Messancy (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg;
  - c. Madame Stella Le Cras, employé privé, né le 23 juillet 1965 à St Saviour (Royaume-Uni), ayant son adresse professionnelle au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg;
2. Le siège social de la Société est établi au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la prédite partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, le prédit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. RONFORT, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 06 août 2014. Relation: RED/2014/1769. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 08 août 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014128088/449.

(140144558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.

#### **SkyBond I SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 173.345.

#### *Auszug aus dem Verwaltungsratsbeschluss der SkyBond I SA vom 4. Juli 2014*

Der Verwaltungsrat beschließt, nachdem Herr Harald Strelen sein Amt als Verwaltungsratsmitglied zum 30. Juni 2014 niedergelegt hat, Herrn Marc Kriegsmann, geboren am 12. Februar 1976 in Lich, Deutschland, mit Berufsanschrift in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach zum vorläufigen Verwaltungsratsmitglied zu ernennen, mit Wirkung vom 4. Juli 2014 bis zum Zeitpunkt der nächsten abzuhaltenden Generalversammlung der Gesellschaft, voraussichtlich der nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2015.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. August 2014.

Für SkyBond I SA

Ein Beauftragter

Référence de publication: 2014125100/17.

(140141674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

**Sustainable Assets No. 1, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.521.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am achtundzwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine SCHAEFFER, im Amtssitze in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Aquila Capital Holding GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und wirksam bestehend nach deutschem Recht, mit Gesellschaftssitz in Valentinskamp 70, 20355 Hamburg, Deutschland und im Handelsregister des Amtsgerichts Hamburg eingetragen unter der Nummer HRB 115145,

hier vertreten durch Andrea München, geb. am 23. August 1979, mit Geschäftsanschrift in Westhafenplatz 1, 60323 Frankfurt am Main, aufgrund einer privatschriftlichen, am 25. Juni 2014 erteilten Vollmacht, welche der ursprünglichen Urkunde vom 27 Juni 2014, beigelegt bleibt und mit ihr einregistriert wurde.

Die Erschienene erklärt dass, laut Gründungsurkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 27. Juni 2014, Nummer 1546/2014 Ihres Répertoires, einregistriert in Luxemburg 4. Juli 2014 unter Nummer LAC/2014/31303, eingetragen im Handelsregister in Luxemburg unter der Nummer L140120784, noch nicht veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, irrtümlicher Weise unter Artikel 11 und 13 der Satzung „Geschäftsführung“ und „Vertretung der Gesellschaft“ ein Fehler unterlaufen ist.

Die Erschienene berichtigt hiermit Artikel 11 und Artikel 13, dass diese richtigerweise wie folgt lauten sollen:

„**Art. 11. Geschäftsführung.** Die Geschäfte der Gesellschaft werden, außer wenn es nur einen Alleingesellschafter gibt, von mindestens zwei Geschäftsführern geführt, die einen Verwaltungsrat bilden.

Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein. Wenn nur ein Geschäftsführer bestellt wurde, hat dieser Einzelgeschäftsführer sämtliche Befugnisse des Verwaltungsrats.

Ihre Vergütung wird durch Beschluss der Gesellschafterversammlung mit einfacherer Mehrheit der abgegebenen Stimmen oder (gegebenenfalls) durch den Alleingesellschafter festgesetzt. Die Vergütung der Geschäftsführer kann durch Beschluss mit den gleichen Mehrheitsvoraussetzungen abgeändert werden.

Die Gesellschafterversammlung oder (gegebenenfalls) der Alleingesellschafter kann den/die Geschäftsführer jederzeit und mit sofortiger Wirkung abberufen und ersetzen.

Werden mehrere Geschäftsführer bestellt, treffen sie ihre Entscheidungen im Rahmen von Verwaltungsratssitzungen.

Der Verwaltungsrat wählt aus der Mitte seiner Mitglieder einen Vorsitzenden, der im Falle von Stimmgleichheit bei seiner Wahl kein Stimmrecht hat. Der Vorsitzende leitet alle Sitzungen des Verwaltungsrats. In Abwesenheit des Vorsitzenden bestimmen die anderen Geschäftsführer einen Vorsitzenden pro tempore, der die entsprechende Sitzung leitet, mit einfacher Stimmenmehrheit der bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer. Der Verwaltungsrat kann einen Schriftführer, der kein Geschäftsführer sein muss, für die Anfertigung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen oder andere vom Verwaltungsrat näher bezeichnete Aufgaben ernennen.

Der Verwaltungsrat trifft sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der Sitzungseinladung angegebenen Ort.

Einladungen zu Verwaltungsratssitzungen sind den Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Sitzung zu übermitteln, es sei denn, es besteht ein Notfall oder besondere Dringlichkeit, welche im Sitzungsprotokoll festzustellen sind.

Jede Einladung gibt Datum, Uhrzeit und Ort sowie den Gegenstand der Sitzung an.

Einladungen können durch jeden Geschäftsführer mündlich, schriftlich, per Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel erfolgen.

Vor einer Einladung kann durch Zustimmung aller Geschäftsführer in schriftlicher Form oder per Fax, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel abgesehen werden.

Die Sitzung kann ohne vorherige Einladung abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind.

Eine separate Einladung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Datum, Uhrzeit und Ort in einem vorherigen vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss bestimmt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei Verwaltungsratssitzungen von einem anderen Geschäftsführer vertreten lassen, wenn er diesen schriftlich oder per Fax, Telegramm, Email, Telex oder ein anderes angemessenes Kommunikationsmittel bevollmächtigt hat.

Ein Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Die Geschäftsführer können an Verwaltungsratssitzungen per Telefon, Videokonferenz oder durch ein anderes angemessenes Kommunikationsmittel, das es allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlaubt, sich zur gleichen Zeit zu

hören, teilnehmen. Eine Verwaltungsratssitzung, die über derartige Kommunikationsmittel abgehalten wurde, gilt als in Luxemburg abgehalten.

Der Verwaltungsrat ist nur beschluss- und handlungsfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Teilnahme an Sitzungen über eines der vorgenannten Kommunikationsmittel steht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung gleich.

Stimmabgaben können auch per Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel erfolgen, vorausgesetzt, dass im letzten Fall die Stimmabgabe schriftlich oder per Fax, Telegramm, Email oder Telex bestätigt wird.

Entscheidungen des Verwaltungsrats werden mit einer Mehrheit der an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer getroffen.

Die Beratungen des Verwaltungsrats werden in einem Protokoll festgehalten, das vom Vorsitzenden oder von zwei (2) Geschäftsführern unterzeichnet wird. Jede Abschrift oder Auszug des Protokoll ist vom Vorsitzenden oder von zwei (2) Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Schriftliche Beschlüsse, denen alle Geschäftsführer zugestimmt haben und die von diesen unterzeichnet sind, stehen auf einer Verwaltungsratssitzung gefassten Beschlüssen gleich.

In diesen Fällen, können schriftliche Beschlüsse entweder in einem einzelnen Dokument oder in mehreren Dokumenten gleichen Inhalts dokumentiert werden.

Schriftliche Beschlüsse können durch normale Post, Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessenen Telekommunikationsmittel übermittelt werden.“

„ **Art. 13. Vertretung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift ihres Einzelgeschäftsführers und, wenn es mehr als einen Geschäftsführer gibt, durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet.“

Die Erschienene beantragt diese Berichtigung bei dem Firmenregister sowie in den Koordinierten Statuten einzutragen.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparentin, welche dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt ist, hat dieselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: A. München et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 juillet 2014. LAC/2014/35769. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2014.

Référence de publication: 2014125958/92.

(140143269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

**RCM Lux I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 38.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 180.567.

*Extrait des résolutions des associés en date du 1<sup>er</sup> juillet 2014*

En date du 1<sup>er</sup> juillet 2014, les associés représentant 100% du capital social de la Société ont décidés comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Michel Thill de sa fonction de gérant de classe A de la Société avec effet au 28 juillet 2014;

- de nommer Monsieur Martin Hubert, né le 28 avril 1982 à Messancy, Belgique, ayant son adresse professionnelle à 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg en tant que gérant de classe A de la Société avec effet au 28 juillet 2014 et pour une durée indéterminée.

Le 5 Août 2014.

Pour extrait analytique conforme

Référence de publication: 2014125074/17.

(140141625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.



**L & S, Léiren et Savoir, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1278 Luxembourg, 5, rue Tony Bourg.

R.C.S. Luxembourg F 10.049.

---

**STATUTS**

**Art. 1<sup>er</sup>. Constitution et dénomination.** Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association sans but lucratif, ayant pour titre Léiren et Savoir et pouvant aussi être dénommé sous le sigle L&S

**Art. 2. Objet.** Cette association a pour objet la transmission de savoir par le biais de formations ou d'évènements culturels au Luxembourg ou à l'extérieur. Le but est de tourner ces formations vers un public divers au travers de sessions entre les formateurs et les participants ou bien par l'organisation d'évènements artistiques ou culturels.

**Art. 3. Siège social.** Le siège social est fixé à:

Maison des jeunes Gasperich

5 rue Tony bourg

L-1278 Luxembourg

Il pourra être transféré par simple décision du Comité.

**Art. 4. Durée de l'association.** La durée de l'association est illimitée.

**Art. 5. Les membres.** L'association se compose de membres actifs et de membres d'honneur.

Sont membres actifs les membres de l'association qui participent régulièrement aux activités Ils paient une cotisation annuelle.

Sont membres d'honneur les membres de l'association qui ont rendu des services signalés à l'association; ils sont dispensés de cotisations.

Les membres peuvent être des personnes morales ou personnes physiques.

**Art. 6. Conditions d'adhésion.** Pour faire partie de l'association, il faut d'une part être agréé par le comité qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'adhésions présentées, ou être parrainé par un membre.

Il faut d'autre part adhérer aux présents statuts et s'acquitter de la cotisation dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale.

Le Comité pourra refuser des adhésions.

**Art. 7. Perte de la qualité de membre.** La qualité de membre se perd par.

- la démission;
- le décès;
- la radiation pour non-paiement de la cotisation annuelle;
- l'exclusion prononcée par le Comité pour motif grave, notamment pour toute action portant ou tendant à porter atteinte aux intérêts matériels et moraux de l'association.

**Art. 8. Les ressources.** Les ressources de l'association comprennent:

1/ le montant des droits d'entrée et des cotisations:

2/ les subventions de l'Etat, des communes:

3/ le produit des manifestations;

4/ tout autre produit autorisé par la loi.

**Art. 9. Comité.** L'association est administrée par un Comité.

Le Comité se compose comme suit:

1/ un Président;

Jimmy Corneille

17 rue de Beggen

L-1221 Luxembourg

2/ Secrétaire;

Sylvain Marguerin

3 rue Evrard Ketten

L-1856 Luxembourg

3/ Trésorier.

Antonio Reis

147 rue de Hollerich

L - 1741 Luxembourg

Le Comité est établi pour une durée indéterminée.

**Art. 10. Pouvoirs et fonctions du Comité.** Le Comité se réunit une fois au moins tous les six mois, sur convocation du Président.

Le Comité assure la gestion des affaires de l'association. Il établit le budget et arrête les comptes. Il arrête son ordre du jour veille à l'application des statuts et prend l'initiative de toutes les démarches qui concernent les intérêts collectifs de l'Association. Il peut s'adjoindre tous les membres dont la présence paraîtrait opportune ou nécessaire. Ces membres n'ont pas de voix délibérative. Il peut être susceptible de rétribuer des personnes dont il voudrait s'assurer le concours technique ou pédagogique. Il peut nommer des délégués pour des missions déterminées.

La présence de la moitié des membres du Comité est nécessaire pour la validité des délibérations. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas d'égalité, celle du Président est prépondérante. Les membres empêchés peuvent se faire représenter par un autre membre. Chaque membre dispose d'une voix.

Tout membre du Comité qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Il est tenu un procès verbal des séances.

L'approbation du budget et des comptes est validée à la majorité des votes du comité.

Le Président du Comité assure le fonctionnement de l'association, conformément aux présents statuts ainsi que l'exécution. Il préside les assemblées et est chargé de leur police. Il représente l'association tant activement que passivement dans toutes les actions où elle peut être engagée. L'association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par son Président ou toute personne désignée à cet effet par lui.

Le Trésorier rend compte chaque année de sa gestion, soumet les comptes et sa caisse aux vérifications ordonnées par le Conseil qui arrête les écritures et les approuve s'il y a lieu. Les comptes sont par ailleurs soumis à l'Assemblée Générale.

Le Secrétaire tient procès-verbal des séances, répond au courrier et tient informé les adhérents de l'association.

**Art. 11. Assemblée Générale Ordinaire.** L'Assemblée Générale Ordinaire réunit tous les membres de l'association, à jour de leur cotisation.

Elle se réunit au moins une fois par an.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du Secrétaire (par mail ou voix postale). L'ordre du jour est indiqué sur les convocations.

Le Président, assisté des membres du Comité, préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association. Le Trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée.

L'assemblée délibère sur les orientations à venir. Elle fixe les montants des cotisations annuelles et du droit d'entrée à verser par les différentes catégories de membres.

Ne devront être traitées lors de l'Assemblée Générale, que les questions à l'ordre du jour.

Il est procédé après épuisement de l'ordre du jour, au remplacement des membres sortants du Comité

Les décisions sont prises à la majorité des voix du Comité présents ou représentés (à la majorité des suffrages exprimés).

**Art. 12. Assemblée Générale Extraordinaire.** Si besoin est, ou sur demande de la moitié plus un des membres inscrits, le Président peut convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire, suivant les formalités de l'article 11.

**Art. 13. Règlement intérieur.** Le règlement intérieur peut être établi par le Comité qui le fait alors approuver par l'Assemblée Générale. Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

**Art. 14. Dissolution.** En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins du Comité présents à l'Assemblée Générale, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés ou bien le président se chargera de la liquidation des actifs.

Fait à Luxembourg le 04/08/2014.

Signatures

Président / Trésorier / Secrétaire

Référence de publication: 2014125234/101.

(140142184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.